

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## L'ÉPOUVANTAIL DE LA THÉORIE DU PLOT

Michel Segal  
Page 4

## LE DRONE, ARME D'INTRUSION MASSIVE

Paul Lannoye  
Page 7

## DOSSIER CONTRE LA PRISON DE HAREN ET TOUTES LES PRISONS MODERNES

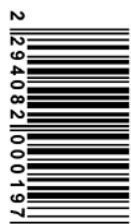
Pages 9-16



Illustration: Sarah Cheveau

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse — rue Th. Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles



## SOMMAIRE

PETIT BRÉVIAIRE DE  
NOVLANGUE PIÉTONNISANTE

Gwenaël Breës / Page 3

L'ÉPOUVANTAIL DE  
LA THÉORIE DU COMLOT

Michel Segal / Pages 4-5

RÉFLEXIONS SUR LA  
QUESTION DU PROGRÈS

Alain Accardo / Page 6

LE DRONE, ARME  
D'INTRUSION MASSIVE

Paul Lannoye / Page 7

## DES GOUFFRES

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

DOSSIER  
CONTRE LA PRISON  
DE HAREN, ET TOUTES LES  
PRISONS MODERNES

Introduction — page 9

Productivisme carcéral — pages 10-13

La prison : inévitable question de société — pages 14-15

La lutte contre ce qui détruit

exalte une humanité oubliée — page 16-17

Des chèvres à la prison... — pages 18

pages 9-18

## PÉRILLEUSE TECHNOLOGIE

Bernard Legros / Page 19

RÉCIT DE VIE, RENCONTRE AVEC  
UN « ACCOMPAGNATEUR DE  
TRAIN »

Pages 20-21

FOIRE AUX SAVOIR-FAIRE /  
BRÈVES

Page 22

RECENSIONS /  
AGENDA-ANNONCES

Page 23

VOUS AVEZ DIT «BÉNÉVOLES» /  
APPEL À ABONNEMENT /  
COURRIERS

Page 24

« IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVES,  
VOUS ENTENDEZ ! »

Si la plateforme no-transat et l'alliance D19-20 ont formidablement contribué à faire connaître en Belgique le CETA et le TTIP<sup>1</sup> et la nocivité démocratique qui leur était consubstantielle, il ne faut néanmoins pas se leurrer : trop nombreux ignorent encore leur existence même. Ceux qui auraient l'occasion de médiatiser l'information et de « rendre intéressant ce qui est important », sont donc sur la sellette. Le vendredi 17 avril, la veille d'une manifestation contre le Traité transatlantique, le JT de 19h30 de la RTBF consacrait, en 6<sup>ème</sup> sujet, 3 minutes 7 secondes au TTIP. A côté de cela, la journaliste parlait 3 minutes 23 secondes du bicentenaire de la bataille de Waterloo. Et combien de temps y ont-ils consacré les jours, semaines et mois avant pour nous faire comprendre les véritables enjeux de ces traités ?

N'est-ce pas un parti pris d'une chaîne publique de plus en plus soumise au diktat de l'audimat, au joug de la régie publicitaire et à la pensée managériale ? Nous citons, dans le premier dossier de Kairos<sup>2</sup>, un journaliste qui voyait la RTBF devenir une sorte « de ministère du divertissement ». Plaire aux annonceurs, voilà la ligne éditoriale des médias, comme l'expliquait la régie publicitaire de la RTBF : « l'atout de la radio est de toucher au moment adéquat des groupes-cibles identifiés, dont les motivations d'écoute sont claires ».

Dans ce cadre, doit-on s'étonner qu'ils tentent quotidiennement de nous faire accepter la pilule de l'austérité et les sacrifices nécessaires, sans jamais nommer ceux qui ne sont pas sacrifiés. Sous leur fausse neutralité, ils sont de formidables faiseurs d'opinion.

Exemple ? Extrait d'un JT, où était invité le Vice-président d'Inter-Environnement-Bruxelles (IEB), pour répondre aux questions concernant la diminution de 50% de ses subsides<sup>3</sup> :

**Journaliste** (Nathalie Maleux): Une association qui hausse le ton, c'est Inter-Environnement-Bruxelles. Comme d'autres ASBL, rigueur oblige (sic), elle se voit privée d'une partie de ses subsides. Son co-président, Marco Schmitt, est notre invité. Bonjour. Donc le cabinet de votre ministre de tutelle vous prive de 50% de subsides, en gros, si j'en crois vos chiffres, on passe de 160000 à 80000 euros par an: ce n'est pas assez pour vous pour faire le travail que vous faites actuellement ?

**Marco Schmitt**: Certainement pas (...) ça représente pour le moment grosso modo 10% de notre enveloppe budgétaire, donc ça représente aussi 10% de notre masse salariale.

**Journaliste**: mais vous êtes d'accord que tout le monde doit faire un effort, justement avec cette rigueur budgétaire qui s'impose (sic) !

**MS**: « Tout le monde doit faire un effort », c'est ce qu'on nous avait annoncé avec 15% qui seraient appliqués à toutes les ASBL bruxelloises...

**Journaliste**: ... et chez vous c'est 50%...

**M.S.**: ... et chez nous c'est 50% effectivement. (...)

La journaliste, coupant M.S.: Vous auriez déçu à votre ministre de tutelle ?

**M.S.**: Au gouvernement peut-être en général, au ministre de tutelle en particulier (...)

**Journaliste**: Donc vous, vous parlez de prises de position qui auraient déçu, on tenterait un peu de vous museler en diminuant les subsides. On a appelé évidemment le cabinet de Céline Frémault. Elle, elle dit que c'est pas du tout pour ça (sic), c'est parce que vous n'avez pas atteint vos objectifs en terme justement d'environnement. Pour une association qui porte ce nom, Inter-Environnement-Bruxelles, ça fait un peu tache.

**M.S.**: Alors évidemment tout dépend de ce qu'on entend par « environnement ». Si « environnement », c'est s'occuper des potagers en ville, c'est s'occuper du cycle de l'eau, des espaces verts...

**Journaliste**: ... la biodiversité, la nature en ville... c'est ce que dit la ministre.

**M.S.**: Ça c'est une chose. Il est clair que dans une ville les questions environnementales dépassent de loin ce genre de problématique, puisque...

**Journaliste**, coupant MS: Donc vous êtes d'accord qu'à ce niveau-là, vous n'avez peut-être pas atteint tous les objectifs qui vous étaient demandés, vous avez trop élargi vos missions ?

**M.S.**: On a élargi nos missions comme on le fait depuis toujours, disons que c'est plutôt le contraire qui s'est passé...

**Journaliste**, le coupant: Mais quand votre ministre vous demande de cibler cette mission en particulier et que vous ne le faites pas... elle supprime des subsides...

**M.S.**: L'environnement, ce n'est pas que les petits oiseaux, l'environnement c'est la mobilité, c'est aussi le secteur de la construction, c'est là où se produisent les plus gros dégâts environnementaux...

**Journaliste**, le coupant: C'est votre ministre qu'il faut convaincre alors !

**M.S.** continue, la journaliste l'arrête « on a bien compris, on a bien compris. Donc ce petit conflit (sic), on va dire ça, donc qui va vous opposer à la ministre ».

Rigueur budgétaire imposée par la nature, punition méritée, cloisonnement organisé pour surtout ne pas questionner les causes. La messe est dite. Les mécréants qui doutent, voient que certains s'enrichissent encore et ne « font pas un effort nécessaire », se disent que quelque chose ne va pas, ceux-là n'ont qu'à s'asseoir, allumer la télé et... fermer leur gueule.

Jusqu'à quand ?

Alexandre Penasse

(1) Le premier porte sur un accord de libre-échange entre l'UE et le Canada, le second entre l'UE et les États-Unis.

(2) « La RTBF est surtout "la leur". Déliquescence progressive de la chaîne publique orchestrée par le binôme RMB/RTBF », Kairos avril-mai 2012.

(3) Retrouver l'interview du JT de la RTBF sur www.kairospresse.be

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial. / ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34-B  
6220 FLEURUS

Tirage: cet exemplaire a été tiré à 3000 exemplaires

Routage: Cambier / livré chez Tondeur par Dioxyde de Gambettes

**Editeur responsable**  
ASBL Kairos / Alexandre Penasse  
rue Th. Vander Elst, 89,  
1170 Bruxelles - Belgique  
info@kairospresse.be  
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09  
M. (00 32) 485/057 744

**Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs**

**Rédacteur en chef**  
Alexandre Penasse

**Graphisme**  
Sarah Cleeremans, Pierre Lecrenier

**Stagiaire**  
Maxime Decoster

**Gestion des abonnés**  
Sandy De Wilde

**Relecteurs**  
Janine, Marie-Paule, Nadia

**Chroniqueurs / Rédacteurs**  
Gwenaël Breës, Paul Lannoye,  
Jean-Pierre Léon Collignon  
La Foire aux Savoir-Faire asbl,  
Benard Legros et Gérald Hanotiaux

**Illustrations**  
Sarah Cheveau, Monsieur iou, Juliette Framorando, Flore Figuière, Bertrand Panier, Alexandra Dieu, Agathe Payen, Charlotte Moias, Rachel Magnan

**Photos**  
Hugues de Wurtemberg, Jean-Marc Bodson

**Ont contribué à ce numéro**  
Michel Segal, Alain Accardo, Luk Vervaeke, Stéphanie Guilmain, Laurent Moulin, Rafael Knops, Bernard Legros

# PETIT BRÉVIAIRE DE NOVLANGUE PIÉTONNISANTE

Sous l'apparence sympathique de permettre «aux citoyens de se réapproprier l'espace public», le piétonnier que de nombreux Bruxellois avaient appelé de leurs vœux s'est transformé en projet de parc-à-thèmes flanqué de sa «route des parkings».

**A**u fil des plans et annonces qui se succèdent depuis plus d'un an, les desseins de la Ville de Bruxelles pour la naissance d'un «nouveau cœur» urbain («BXL Heart») se précisent. Les boulevards centraux sont voués à devenir «une succession de places et placettes» avec d'un côté, la place De Brouckère redessinée en «*agora*» (aussi appelée «*Times Square*») et de l'autre, la place Fontainas en «*jardin*». Entre les deux: l'espace situé devant l'actuel Centre administratif se métamorphoserait en «*foyer*», la place de la Bourse en «*théâtre urbain*» et l'immeuble de la Bourse en «*New Beer Temple*». Le ton est donné: dans l'auto-proclamée «*plus grande zone piétonne d'Europe*», ce sera «Plaisirs d'Hiver» toute l'année.

Les transports en commun seront déviés de cette «*zone confort*», mais un petit train électrique permettra aux touristes d'y circuler et des taxis de rejoindre le casino.

Pour parfaire ce plan de lutte contre «*la bronchio-lite, première maladie infantile de notre Ville, due au taux de pollution extrêmement élevé dans notre Ville*», le Mayor et son Collège veulent construire quatre nouveaux parkings souterrains sous des places historiques. Ils seront concédés pour une durée de 35 ans à des investisseurs privés à qui il incombera d'élaborer et réaliser le réaménagement des espaces publics. À ceux qui s'étonnent de ce projet en contradiction avec la suroffre de places de stationnement dans le périmètre et avec le Plan régional de Mobilité (qui vise à réduire l'utilisation de la voiture individuelle de 20% à l'horizon 2018), on rappellera que le Ministre régional de la Mobilité est aussi élu à Bruxelles-Ville et qu'il défend ces mesures négociées entre les partis de la majorité communale. Rien d'étonnant donc à ce que la Région mette son stand au MIPIM de Cannes (le marché international de la promotion immobilière) à disposition de la Ville pour y promouvoir son projet, baptisé pour l'occasion «BXL.Park».

Autour de la «*zone confort*»: une «*boucle de desserte*» automobile, prompte à saturer des artères habitées et pour certaines déjà complètement embouteillées aux heures de pointe. Si le Mayor s'offusque du vocable de «*mini-ring*», son Échevine de la Mobilité n'hésite pas, elle, à parler de «*route des parkings*». Elle demande d'ailleurs «*aux gens qui n'ont pas de voitures d'être solidaires avec ceux qui en ont une*», et précise ainsi sa pensée: «*Nous essayons que les automobilistes qui pénètrent dans le Pentagone évitent au maximum les quartiers résidentiels*». Les habitants du Pentagone, eux, peuvent subir la «*zone d'inconfort*» et sa pollution automobile...

## MINI-RING, PARKINGS... ET BLING-BLING

L'Échevine des Affaires économiques, elle, voit ces parkings comme l'opportunité d'accroître «*l'attractivité des logements, avec pour conséquence éventuelle l'arrivée d'habitants à meilleure capacité contributive*», et le piétonnier comme «*un plan de redéploiement économique*» permettant de «*booster le cœur de ville*». Au programme: étendre l'autorisation d'ouverture dominicale des commerces, «*upgrader l'offre commerciale*» en attirant «*des enseignes de qualité*» et en décourageant «*le bas de gamme*» — ce qui sera fait notamment par le non renouvellement de certains baux commerciaux de rez-de-chaussées appartenant à la Ville, ou encore par l'interdiction de mener une activité horeca à certains endroits...

La Ville veut agir, car les commerces du centre-ville sont menacés par Neo, ce vaste projet de transformation du plateau du Heysel en centre d'affaires, de loisirs et de commerce, qui a été initié... par la Ville, sous forme d'un partenariat public-privé des plus opaques. L'avènement de Neo, avec son centre commercial de 70 000 m<sup>2</sup>, ses bureaux et ses parkings, se solderait par une perte de clientèle de 23% pour les commerces du centre. C'est du moins le résultat d'une étude commanditée par la Ville à un consultant privé spécialisé dans le «*geo-marketing*»... qui a aussi travaillé pour Neo.

L'Échevine des Affaires économiques, opposée à Neo lorsqu'elle siégeait dans l'opposition, le défend aujourd'hui «*par cohérence politique*». Gênée aux entournures, elle veut éviter de construire «*un succès qui se baserait sur l'effondrement du cœur de ville*». Remède préconisé: spécialiser les «*noyaux commerciaux*» en leur donnant de «*nouvelles identités*». Ainsi, la rue Neuve deviendrait la «*High street belge n°1*» attirant notamment «*des concepts de magasins voués à une marque (ex.: Disney)*»; la place De Brouckère un «*cœur créatif moderne d'interconnexion*» avec «*pop up store permanent axé sur les innovations*», «*bornes de réalités augmentées*» et «*logements pour classe créative*»; le boulevard Adolphe Max jouerait la carte d'une «*offre haut de gamme en lien avec la clientèle des touristes/congressistes*»; le boulevard Anspach accueillerait «*des commerces d'achats d'impulsions*», etc.

Adieu simples troquets, artisans, bouquinistes, épiceries, pharmacies, night-shops et autres commerces de proximité? Place au «*centre commercial en plein air*»? Ceux qui craignaient une «*disneylandification*» du centre-ville ne croyaient pas si bien dire.

## UN MAYEUR « QUI OSE »

Derrière l'affirmation martelée en boucle qu'il faut avoir «*une vision*» et «*des ambitions*» pour la ville, et que celles-ci doivent «*profiter en premier lieu aux habitants*», la «*cohérence*» qui émerge des plans de la Ville est plutôt celle d'un urbanisme déterminé par le tourisme et le «*benchmark international*».

Le Collège peine ainsi à justifier que ses plans n'aient fait l'objet d'aucune étude d'incidences ni enquête publique, qu'ils soient si peu concertés avec ses services administratifs et contradictoires avec d'autres plans de la Ville encore en cours d'exécution comme certains Contrats de quartier.

Quant au «*processus participatif*» mis en place, il se contente «*d'informer pour garantir l'adhésion*» des habitants.

«*Je sais que ce plan fait peur. C'est normal, parce que c'est nouveau et quand c'est nouveau, ça fait peur*», répète à l'envi l'Échevine de la Mobilité pour expliquer les nombreuses critiques auxquelles elle doit faire face. Mais en fait de «*modernité*» et d'«*innovation*», le système qui permet l'éclosion de ces projets est une banale réplique du modèle de gouvernance néo-libérale, promu au rang d'horizon indépassable de la démocratie locale.

Lorsqu'on y regarde de plus près, ce système a aussi quelque chose de moyenâgeux. Il faut assister à un Conseil communal à Bruxelles-Ville pour observer à quel point le Mayor et ses Échevins, assis dans leurs fauteuils cossus sous les lambris dorés de la salle du Conseil, méprisent tout questionnement ou critique émis envers leurs projets. «*Le pouvoir, c'est de ne pas partager toute l'information et de la garder pour soi*», dit le Mayor en réponse à une question d'élus de l'opposition... Élus auxquels il arrive de ne recevoir l'ordre du jour complet d'un Conseil communal que quelques jours avant sa tenue, voire des documents juridiques importants et complexes le jour-même de leur mise au vote.

Il faut le voir pour le croire. Voir le Mayor brandir le résultat d'une étude confiée à un bureau privé qui n'a de «*participative*» que le nom, et affirmer, sous le feu des critiques, qu'il bénéficie d'un large soutien de la population. Voir les membres de sa Cour gloser sur les questions des conseillers communaux, qu'ils écoutent à peine, trop occupés qu'ils sont à surfer sur leur Smartphone ou à ricaner entre eux. Les voir évacuer les questions gênantes sans y répondre, tout en prétendant y avoir «*déjà répondu*», ou prétendre que des études sont publiques alors qu'elles sont secrètes... voire inexistantes. Voir encore le Mayor crier sur les citoyens mécontents, confinés dans un minuscule espace au fond de la salle, qu'ils ont juste le droit de se taire, «*de se présenter aux élections, d'être candidats, d'être élus et d'ensuite s'exprimer*»! Une phrase cocasse pour un Bourgmestre non élu. Car ce mandataire peu populaire ne doit sa nomination qu'à sa soif de pouvoir et au stratagème de son parti qui l'a hissé dans ce fauteuil à la place de son prédécesseur, jugé trop vieux, en échange d'une retraite dorée. Ce dernier a été recasé aux manettes de... Neo<sup>1</sup>.

Gwenaël Breës

(1) Voir le dossier du Kairos de septembre-novembre 2012 «*invasion des méga-centres commerciaux*».

# L'ÉPOUVANTAIL DE LA THÉORIE DU COMLOT : PARAVENT COMMUNE

Le 4 janvier dernier, le New-York Times ouvre un débat dans ses colonnes avec une courte série d'articles sur les théories du complot<sup>1</sup>. Après les attentats parisiens du 7 janvier paraissent également dans les journaux français de nombreux articles sur ce thème – avec des titres explicites trahissant l'objectif poursuivi. On peut lire par exemple : «*Les jeunes plus exposés à la théorie du complot*», «*Comment naissent les théories du complot*», «*La théorie du complot, l'arme politique du faible*», «*Les rouages de la machine complotiste*» ou encore «*Pourquoi les enfants sont tentés par la théorie du complot ?*».

Tous ces articles évoquent les théories du complot sans qu'aucun d'eux n'ose préciser ce que ce vocable, hors de toute conviction, de toute réalité et de toute opinion, peut objectivement désigner. A leur lecture, apparaît pourtant le seul dénominateur commun de tous ces points de vue : la perte de confiance d'une partie de la population face à la présentation officielle d'événements (ou à leurs analyses), c'est-à-dire émanant du pouvoir, grands médias ou institutions politiques. Cette défiance – justifiée ou non – vis-à-vis des thèses officielles porte de plus en plus de gens à accorder leur confiance à des sources non officielles présentant des versions des faits sensiblement différentes. Dès lors, si l'on imagine que ce phénomène peut se généraliser à une part importante de la société, on comprend mieux l'inquiétude des pouvoirs, et plus généralement de nos élites. Car que resterait-il de notre système si les populations ne croyaient plus ce que leur disent les élites politiques et médiatiques qui les dirigent ?

L'objectif de tous ces articles apparaît sans ambiguïté : décrédibiliser toute personne mettant en doute les thèses officielles, c'est-à-dire la vérité telle que la conçoit le pouvoir. A ce titre, toutes les vieilles méthodes sont employées, à commencer par l'emploi de néologismes suggestifs, comme «*les conspirationnistes*» évoquant sans détour l'image de gens à moitié fous s'imaginant que des comploteurs masqués se réunissent en secret la nuit dans les caves pour nuire à la communauté tout entière.

La seconde méthode, qui était fréquemment pratiquée par l'URSS et la Chine de Mao, consiste à disqualifier la parole des gens qui doutent des versions officielles en leur collant sur le dos une pathologie certifiée par des spécialistes. Ainsi, toute parole dissonante ou dissidente sera considérée comme un comportement déviant qu'il faut soigner. Comme le disait très sérieusement un journaliste de France 2 : «*il faut repérer et traiter tous ceux qui ne sont pas Charlie*»<sup>2</sup>. Dans la demi-douzaine d'articles du NYT<sup>3</sup>, un supposé spécialiste du phénomène dénonce la nature «*paranoïaque*» des conspirationnistes, un autre y voit le symptôme d'une anxiété «*de masse*» (on notera le choix du terme soulignant la nature peu instruite ou éduquée des conspirationnistes qui appartiennent à «*la masse*»), un autre encore évoque les croyances populaires aidant le peuple à admettre ce qu'il ne comprend pas. Le portrait est dressé : celui qui émet un doute sur les thèses présentées par le pouvoir s'appelle un conspirationniste, c'est un malade mental généralement peu instruit appartenant à la masse et sujet à des croyances populaires car il ne

comprend pas le monde. Dans les articles français, on trouve l'utilisation de la même méthode, puisque l'on parle de «*vulnérabilité*» au conspirationnisme<sup>4</sup> comme à une maladie, vulnérabilité accrue avec la jeunesse : l'idée est de faire passer la remise en cause des thèses officielles pour de l'adolescence attardée. Les conspirationnistes sont donc des victimes – immatures dans la totalité des cas – et les journalistes se demandent comment leur venir en aide. L'un des articles va d'ailleurs plus loin que la simple référence à l'adolescence puisqu'il parle des *enfants tentés par la théorie du complot*<sup>5</sup>. Ainsi, si un doute naît dans votre esprit sur ce qui vous est présenté officiellement, cela signifie que vous êtes retombés en enfance. Dans le même esprit, on notera également l'intervention dans les colonnes du NYT<sup>6</sup> d'une professeure de psychologie qui use d'une bienveillance maternelle avec une extrême condescendance jugeant ces théories risibles et inoffensives pour la plupart.

«*Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage*», c'est la troisième méthode destinée à neutraliser toute idée contraire aux thèses officielles. Pour cela, on va associer au conspirationnisme des thèses parfois indéfendables ou saugrenues, ou encore poursuivies par la loi. Ainsi, en lisant les articles cités plus haut, on pensera que les conspirationnistes ne croient pas aux premiers pas sur la lune en 1969, qu'ils sont convaincus que les extra-terrestres ont débarqué sur terre il y a longtemps (mais que les gouvernements nous le cachent), et enfin, que ce sont des négationnistes. Sachez donc que si vous doutez de certaines informations ou analyses exposées dans les grands médias, cela signifie que vous pensez que les extra-terrestres sont parmi nous et que vous niez l'existence des chambres à gaz. Cette méthode est d'une efficacité redoutable puisque, en ces temps terrifiants de procès pour pensée, de dénonciation calomnieuse d'intention ou de non-charisme, chacun redoute, et c'est bien légitime, d'être soupçonné de la sorte et lynché.

Le portrait-robot du conspirationniste ayant été tracé, que ce soit sous les traits de la naïve victime de son incompréhension du monde, ou sous ceux du délire paranoïaque du malade mental, il faut aussi en citer des exemples et le situer sur un échiquier politique infréquentable. On lira alors dans *Le Figaro* : «*le conspirationnisme était le propre de l'extrême droite. Depuis les attentats du 11 septembre, on le trouve aussi chez certains courants de la gauche radicale*»<sup>7</sup>. Le message est clair : extrême droite et extrême gauche se rejoignent dans la déraison ; seuls des extrémistes peuvent douter des versions officielles. Quant aux exemples, ils sont explicites : Alain Soral, l'humoriste Dieudonné ou Jean-Marie Le Pen sont cités. Une fois toutes ces précautions prises, on peut alors qualifier certaines analyses de conspirationnistes pour les discréditer. On apprend ainsi, par de supposés experts censés «*démonter les mécanismes complotistes*»<sup>8</sup>, que le conspirationnisme est très répandu en Russie. En effet, toujours dans le même article, d'après l'«*expert*» interrogé, «*les télévisions du Kremlin décrivent (...) les révolutions de couleur comme des complots occidentaux*». Cette fois, si vous pensez que certains renversements de régime ont été organisés ou soutenus par des agences américaines, c'est que vous êtes victime de la propagande du Kremlin passé maître dans l'art du conspiration-

nisme. Dans *Le Monde*, on peut lire le même type de discours, tout aussi accusateur quand, à propos de l'assassinat de Boris Nemtsov, le journal écrit : «*La théorie du complot prend de l'ampleur à Moscou (...) et le pouvoir russe n'hésite pas à désigner son commanditaire : l'Occident*»<sup>9</sup>. L'objectif est ici, à l'aide de disqualification par théorie du complot, d'écartier toute explication autre que celle de l'assassinat de Nemtsov par le Kremlin.

Plus intéressante encore, et infiniment plus inquiétante, la description des conspirationnistes faite par la fondation Jean-Jaurès, le fameux think tank du parti socialiste auquel le président Hollande a commandé un rapport en janvier. Voici ce que le laboratoire d'idées, réputé siège de l'élite des intellectuels du parti gouvernemental, écrit dans son rapport<sup>10</sup> lorsqu'il entreprend de décrire ceux qui doutent des thèses officielles : «*(...) mouvance hétéroclite, fortement imbriquée avec la mouvance négationniste, et où se cotoient admirateurs de Hugo Chavez et inconditionnels de Vladimir Poutine. Un milieu interlope que composent d'anciens militants (...) d'extrême gauche, (...) souverainistes, nationaux-révolutionnaires, ultra-nationalistes, nostalgiques du IIIème Reich, militants anti-vaccination, partisans du tirage au sort, révisionnistes du 11 septembre, antisionistes, adeptes des médecines alternatives, agents d'influence du régime iranien, bacharistes, (...)*». De cet odieux inventaire à la Prévert destiné à rendre compte du conspirationnisme tel que l'entend le pouvoir, c'est le mépris et l'intolérance, voire la haine et l'insulte qui émergent de ces associations infâmes, mêlant sans honte les adeptes de la médecine douce avec les admirateurs de nazis et de Hugo Chavez (à propos de ce dernier, rappelons qu'il a été le président de gauche du Venezuela, régulièrement élu quatre fois consécutives, et qu'il s'est illustré au plan international par son refus de se plier à la domination américaine ; son alliance avec Morales en Bolivie, Correa en Equateur ou Castro à Cuba en font un acteur majeur de la vague socialiste en Amérique latine, vague qui vient de faire plier Obama il y a quelques jours, contraint de lever l'embargo sur Cuba). D'après le Parti Socialiste français, approuver le socialisme de Chavez, c'est être un paria, tout comme refuser d'alimenter la guerre civile en Syrie, ou faire partie d'un milieu interlope, ou être antisioniste, ou être un nostalgique du IIIème Reich, c'est appartenir à une mouvance où se côtoient tous les infréquentables, tous les sorciers qu'il faut combattre. Notons d'ailleurs qu'à cette liste noire, la fondation Jean Jaurès ose ajouter, déshonorant ainsi le nom qu'elle porte, celui d'Etienne Chouard, simple citoyen blogueur devenu célèbre en 2005 pour avoir lancé une campagne pour le «*Non*» au référendum sur la Constitution européenne, et revendiquant aujourd'hui une position radicale sur la nécessité de repenser la démocratie.

A la lecture de cette description pitoyable – dont il faut répéter qu'elle est réalisée par l'élite du parti au pouvoir – on comprend aisément que sont estampillés conspirationnistes tous ceux qui ne pensent pas comme le veulent nos élites. Ainsi, le problème «*complotiste*» n'est plus de distinguer le vrai du faux, le vraisemblable de la fable ou le délire de la raison, non, le problème est de penser ou non comme le suggère le pouvoir. Il faut donc condam-

Illustration: Monsieur iou



ner tous ceux qui, finalement, «ne sont pas Charlie».

Ce mois de janvier 2015 s'achève par un texte étonnant :

«Pour combattre un ennemi, il faut d'abord le connaître et le nommer (...) c'est toujours le complot, le soupçon, la falsification (...). Les théories du complot se diffusent sans limites et ont, dans le passé, déjà conduit au pire. Alors face à ces menaces, il nous faut des réponses, des réponses fortes, des réponses adaptées. (...) Il faut prendre conscience que les thèses complotistes prennent leur diffusion par internet et les réseaux sociaux (...). Nous devons agir au niveau international pour qu'un cadre juridique puisse être défini, et que les plateformes qui gèrent les réseaux sociaux soient mises devant leurs responsabilités et que des sanctions soient prononcées en cas de manquement.»

Ces quelques lignes ne sont pas extraites d'un manuscrit d'Orwell qui n'aurait pas encore été publié, mais du discours de François Hollande prononcé le 27 janvier dernier à propos de l'antisémitisme. Deux semaines après ce discours, est publié le décret d'application<sup>11</sup> du blocage de sites internet sans juge pour suspicion d'apologie d'actes terroristes, ce qu'Amnesty International dénonce comme un concept flou<sup>12</sup> dans un article où l'on apprend le 18 mars que cinq sites ont déjà été bloqués sans procédure de justice.

Le 19 mars est présenté en Conseil des ministres le projet de Loi Renseignement, prévoyant de renforcer les données liées aux connexions internet: l'idée majeure est d'installer des boîtes noires chez les fournisseurs d'accès internet contrôlant et vérifiant tous les transits de données. L'argument est de les équiper d'algorithmes destinés à déceler des comportements proches d'éventuels terroristes, et de contrôler les personnes en contact avec les personnes déjà suspectées. De plus, la conservation des données est étendue de un à cinq ans et tous les opérateurs devront fournir les éléments permet-

tant le déchiffrement des données. Le quotidien Le Monde précise<sup>13</sup>: «La France n'est pas seule à se pencher sur la question du chiffrement: le sujet est aussi à l'origine d'un bras de fer entre le FBI, Apple et Google. (...) Le premier ministre britannique, David Cameron, a quant à lui menacé ces derniers mois de rendre illégaux les systèmes de chiffrement dont les créateurs n'auront pas fourni les « clefs » aux autorités.»

Enfin, le 9 avril, les principaux hébergeurs de sites internet réagissent en lançant un signal d'alerte dans un communiqué adressé au Premier Ministre<sup>14</sup>. Outre dresser un tableau noir des conséquences économiques qu'aurait l'adoption d'une telle loi (perte de plusieurs milliers d'emplois et démenagement vers l'étranger de toutes leurs plateformes), ils s'opposent à la «*captation en temps réel des données de connexion*» par les boîtes noires aux contours flous, et déclarent: «[40% de clients étrangers] viennent parce qu'il n'y a pas de Patriot Act en France, que la protection des données des entreprises et des personnes est considérée comme importante. Si cela n'est plus le cas demain en raison de ces fameuses «boîtes noires», il leur faudra entre 10 minutes et quelques jours pour quitter leur hébergeur français.» (...) «*En effet, nous ne sommes pas les États-Unis, nous n'avons pas de NSA, dont les activités de surveillance opaques ont poussé nombre d'entreprises et de particuliers du monde entier à devenir clients de la France: une démocratie plus transparente et respectueuse des droits de ses citoyens.*»

Ainsi pourraient se dessiner les contours d'un nouveau monde, bien étrange, un monde dans lequel de grosses entreprises viennent au secours de nos libertés en nous protégeant du pouvoir politique.

**Michel Segal**

Auteur de *Ukraine: Histoires d'une Guerre*, éditions Autres Temps, 2014.

**Addendum:** la loi «boîtes noires» a finalement été votée à l'Assemblée Nationale dans l'urgence la nuit du 16 avril. Elle a été adoptée par vingt-cinq voix contre cinq; il y avait au moment du vote environ 95% de députés absents<sup>15</sup>.

- (1) «*Room for debate: Are conspiracy theories all bad?*», New-York Times, 4 janvier 2015.
- (2) «*Il faut repérer et traiter ceux qui ne sont pas Charlie*», Nathalie de Saint Cricq, youtube.
- (3) Voir Note 1.
- (4) «*Les jeunes plus exposés et plus sensibles à la théorie du complot*», Le Figaro, 16 janvier 2015. Cette lecture est édifiante. L'article a la forme d'une interview de Gérard Bronner qui est présenté comme un sociologue spécialiste de la distinction entre croyances et savoir. Outre qu'il contient de nombreuses fautes d'orthographe, le texte est écrit dans un français absolument épouvantable, mélangeant formulations alambiquées, fautes de syntaxe et phrases incomplètes ou sans signification énoncées par l'interviewé.
- (5) «*Les enfants tentés par la théorie du complot*», L'Express, 4 février 2015. Cet article particulièrement odieux est écrit par une énigmatique «chercheuse en psychologie».
- (6) Voir note 1.
- (7) «*Crash du MH17, comment naissent les théories du complot*», Le Figaro, 21 juillet 2014. C'est un article très intéressant, un cas d'école, car il explique sans détour que, «*alors que les États-Unis impliquent Moscou dans la destruction du MH17*», (...) des médias russes évoquent un complot». Ainsi, l'accusation américaine sans fondement mais reprise par la presse sans le moindre questionnement est présentée par le journaliste comme l'expression de la raison, tandis que les protestations, la réfutation et la défense de Moscou est associée au délire d'une théorie du complot.
- (8) Voir note précédente.
- (9) «*Russie: la stratégie du complot permanent*», Le Monde, 6 mars 2015.
- (10) «*Conspirationnisme: un état des lieux*», Fondation Jean Jaurès, 24 février 2015.
- (11) J.O. du 5 février 2015.
- (12) «*Blocages de sites internet en France: l'autorisation d'un juge est indispensable*», www.amnesty.fr/7.
- (13) [http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/03/18/ce-que-prevoit-le-projet-de-loi-sur-le-renseignement-sur-internet\\_4594423\\_4408996.html](http://www.lemonde.fr/pixels/article/2015/03/18/ce-que-prevoit-le-projet-de-loi-sur-le-renseignement-sur-internet_4594423_4408996.html).
- (14) Ici publié en intégralité: <http://www.ovh.com/fr/news/articles/a1743.le-gouvernement-veut-il-contraindre-les-hebergeurs-internet-a-l-exil7>.
- (15) Voir [www.numerama.com/magazine/32817-boites-noires-les-5-deputes-qui-ont-vote-contre.html](http://www.numerama.com/magazine/32817-boites-noires-les-5-deputes-qui-ont-vote-contre.html).

# RÉFLEXIONS SUR LA QUESTION DU PROGRÈS

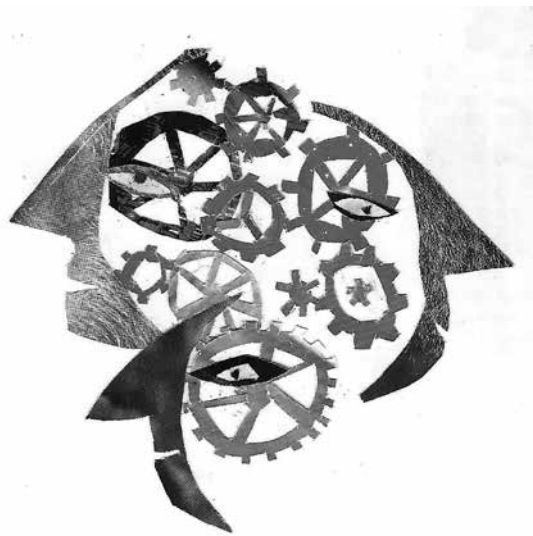
Ce texte constitue une réponse d'Alain Accardo, sociologue français, à Bernard Legros, à propos de l'article «*La fin du marché libre et des lois de l'Histoire ? Remarques sur la dialectique*» (Kairos 17, février/mars 2015).

**P**our faire court, je m'en tiendrai à ce qui, pour le moment, me paraît le plus clair: la question du progrès, que vous placez vous-même au cœur de votre problématique.

Je n'ai pas eu trop de mal, ces dernières années, à me défaire d'une certaine idéologie du progrès, celle-là même que vous dénoncez (comme métaphysique, héritée du rationalisme classique puis du scientisme du XIXème, marxisant ou non, linéaire, mécaniste, productiviste, etc.) Cette idée-là du progrès a manifestement fait son temps. La poursuite d'un tel «progrès» ne peut plus qu'aggraver une régression toujours plus dommageable pour l'Humanité. Votre position est parfaitement claire là-dessus et j'y souscris.

Ce qui me semble moins clair, d'une façon plus générale chez les objecteurs de croissance, c'est la réponse à la question de savoir si récuser la conception du «progrès» qui fut et est encore celle du monde industrialisé parce qu'elle fait corps avec le capitalisme, cela revient à récuser l'idée même de progrès. Ce mot (avec tout le vocabulaire apparenté) ne désigne-t-il pas aussi une sorte d'*invariant structural*, de dynamique poussant à aller de l'avant, à dépasser et se dépasser, intimement liée à la capacité de l'espèce humaine à apprendre et comprendre rationnellement et donc à corriger, améliorer (pas immanquablement, mais souvent) la pratique. Devenir meilleur(s), est-ce un souci désormais caduc ?

Il y a là, me semble-t-il, quelque chose comme une *donnée anthropologique* fondamentale, qui tient sans doute aux racines biologiques de la culture humaine (de l'«animal social»). Cette donnée anthropologique ne me paraît ni bonne ni mauvaise en soi. C'est une réalité objective qui fonde la perfectibilité relative de l'*Homo sapiens*. Elle n'est ni à condamner ni à encenser, mais à considérer comme un des ressorts de son histoire. La question de sa valeur est en réalité celle de l'usage que les groupes humains en font. La question du progrès n'est pas métaphysique: c'est celle de l'organisation concrète d'une société à un moment donné. C'est une question d'appropriation, de production, de répartition, etc., donc politique, économique et sociale, et corollairement une question de définition des besoins réels d'une population donnée à un certain stade de son développement. Nous pouvons être reconnaissants au marxisme de nous avoir sensibilisés à ces questions structurelles. Il est évidemment plus que regrettable, même si c'est explicable par le contexte historique, qu'une interprétation productiviste-industrialiste ait prévalu dans la vulgate du mouvement ouvrier international. Mais on ne peut l'imputer à la vision de Marx pour qui le sens de l'histoire, ce n'était pas l'instauration d'une société de consommation généralisée, mais



d'une société sans propriété privée, sans travail salarié et sans classes, où chaque individu pourrait s'épanouir librement. Pourquoi un tel idéal serait-il périmé ?

Pourquoi faudrait-il réduire le progrès à la course insensée à l'enrichissement coûte que coûte qu'il est devenu dans le cadre du marché capitaliste ? Les enseignants comme nous (avec bien d'autres) ont fait l'expérience d'un progrès personnel qui, dans le meilleur des cas, leur a permis de sortir de la misère, de l'ignorance et de la superstition, de concevoir et d'aspirer à un mode de vie simple, sobre, convivial, équilibré, etc., et d'aider quelques autres à progresser dans le même sens. Si pour des raisons contingentes, certains n'ont pu aller pour leur part aussi loin dans la réalisation de leur idéal qu'ils l'auraient voulu, l'idéal de progression s'en trouve-t-il invalidé ? Pourquoi, dès lors qu'on a compris qu'il ne saurait y avoir de progrès matériel illimité dans un monde fini, faudrait-il renoncer à grandir, personnellement et collectivement, en savoir, sagesse, humanité ? Le monde de l'esprit est-il lui aussi fini ? En quel sens ? Il me semble que le courant de la décroissance aurait intérêt à interroger la polysémie de la notion de progrès, trop systématiquement ramenée aujourd'hui, comme si cela allait de soi, à une accumulation quantifiable, mécanique et technologique, de biens matériels et de services payants comme l'entendent les capitalistes qui parlent de croissance et de développement. De quel progrès parle-t-on ? Il y a encore beaucoup trop de flou sur cette question, qui facilite la caricature par les tenants de la croissance à tout prix. A quoi peut-on mesurer le progrès ? Est-ce que savoir lire et écrire est un progrès ? Est-ce que le vaccin contre la rage ou le tétanos est un progrès ? Est-ce que la Sécurité sociale et la pension de retraite des vieux sont un progrès ? Et si d'aventure un trader de Wall Street touché par la grâce se convertissait à l'objection de croissance, ne penserions-nous pas qu'il a fait un sérieux progrès ? Mais par rapport à quoi ? Un progrès n'implique-t-il pas une augmentation de la valeur engagée dans ou visée par l'action considérée ? Et inversement, refuser de voir un progrès dans chacun des cas évoqués ne revient-il pas à tout mettre sur le même plan et à considérer que tout se vaut ?

[...] La question du progrès n'a cessé d'être posée, sous une forme ou une autre, au fil des siècles. Surtout à partir du moment où les humains ont compris qu'ils avaient la capacité d'agir sur les choses en améliorant la connaissance qu'ils en avaient. Certes, il est permis de partager le sentiment que

confessait parfois Alfred Métraux, «que l'Humanité a peut-être eu tort d'aller au-delà du néolithique». Regret chimérique ! Depuis des siècles, la représentation du progrès (idée-intuition de changement positif) n'a cessé de hanter les meilleurs esprits. D'Epicure et Lucrèce à Max Weber, en passant par St Augustin, la Renaissance et les Lumières, et le XIXème de Comte, Hegel, Darwin, Marx, la question du perfectionnement de toute chose et de tout être humain, n'a cessé de hanter l'entendement. La réponse chrétienne a particulièrement pesé sur l'idée de progrès en Occident. Mais on ne peut pas plus se débarrasser du progrès en en faisant un fantasme eschatologique, qu'en en faisant une idéologie utile à la domination bourgeoise.

J'ai bien conscience que nous sommes désormais sur le fil du rasoir, à cause de la bombe démographique, à cause des dégâts écologiques irréversibles déjà provoqués, etc. Le temps presse, c'est certain, peut-être même n'est-il plus temps... Mais cela entraîne-t-il l'abandon sur le plan théorique de l'idée régulatrice de progrès ? Je l'appelle «régulatrice» pour éviter toute réification. Même s'il n'y a de progrès que matérialisé dans une pratique sociale donnée à un moment donné, on ne peut le réduire à cette inscription empirique et provisoire dans les faits. Même dans des sociétés traditionnelles, statiques, des moins disposées au changement, il y a eu du progrès, des Solon, des Hammourabi, etc., dont le souci était d'améliorer les rapports sociaux, le vivre-ensemble comme on dit désormais dans le jargon à la mode, non de les désintégrer en transformant les moyens en fins. Dans l'esprit des Lumières, c'était également l'objectif. Les philosophes n'avaient malheureusement pas encore compris exactement ce qu'était le mode de production capitaliste. N'empêche qu'il en est sorti l'idéologie des Droits de l'Homme (est-ce un progrès ?). Pour éviter que cette idéologie ne soit neutralisée, bafouée et pervertie comme elle l'a été d'emblée, le législateur aurait dû supprimer en même temps le droit de propriété qui, en créant de nouvelles classes d'exploiteurs et d'exploités, a ruiné le véritable progrès et transformé l'idéal en mensonge, l'esquisse en caricature. Mais le législateur s'est bien gardé de le faire, parce que c'était précisément une Assemblée de propriétaires... Ce qui veut bien dire que la question du progrès est inséparable de la question du pouvoir: qui l'exerce et à quelles fins ?

Encore une question pour finir: en nous faisant les colporteurs d'une vision critique de la société actuelle, n'essayons-nous pas de faire «progresser» celle-ci vers un monde «meilleur» ?

[...]

**Alain Accardo**

Est notamment l'auteur de *Journalistes précaires, journalistes au quotidien ; Le petit-bourgeois gentilhomme, sur les prétentions hégémoniques des classes moyennes* (Agone, 2007, 2009). Il tient également une chronique dans le journal français *La Décroissance*.

# LE DRONE, ARME D'INTRUSION MASSIVE

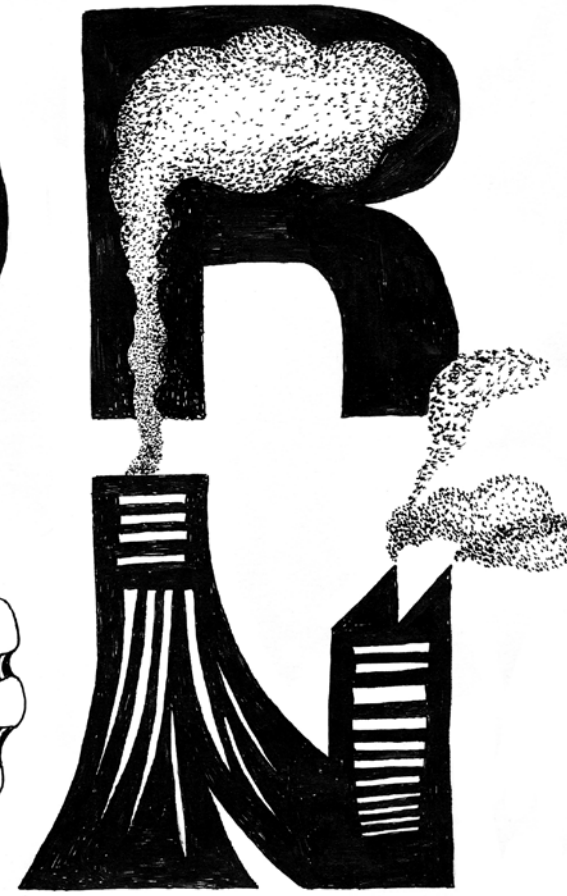
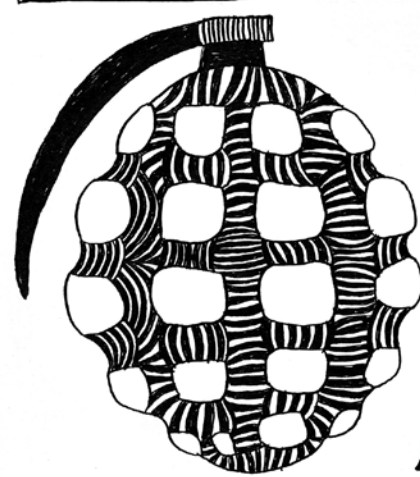
Le 14 mars dernier a été la journée internationale du drone. Il s'agissait de célébrer les bienfaits à attendre de ces robots volants à qui concepteurs, chercheurs en robotique et industriels prédisent un bel avenir avec de nombreuses applications civiles. Il est vrai que les drones se sont fait connaître comme engins de mort. La campagne d'assassinats ciblés, exécutés par la CIA, d'ennemis de l'Amérique dans des pays comme le Pakistan, le Yémen et l'Irak a fait plusieurs milliers de morts. Parmi eux, une majorité d'innocents, femmes, enfants, vieillards, victimes collatérales du terrorisme d'État pratiqué par le gouvernement des États-Unis. Il s'agit maintenant de réhabiliter le drone en montrant qu'il peut être aussi un engin utile, pratique, peu coûteux, inoffensif et surtout qu'il peut créer un nouveau marché lucratif.

Alors que la menace terroriste djihadiste, omniprésente dans les médias, a conduit à des mesures exceptionnelles, c'est le silence complet à propos du risque terroriste qui plane sur les sites nucléaires

En Belgique, une trentaine d'entreprises produit et utilise déjà des drones civils pour des applications particulières. La firme Gatewing fabrique à Gand un drone civil qui, équipé d'une caméra automatique travaillant dans le spectre visible ou le proche infrarouge, peut servir à de nombreuses applications sur sites dangereux ou difficiles d'accès : carrières, chantiers de travaux publics, chantiers archéologiques... Mais c'est dans le domaine des loisirs que l'avenir commercial du drone semble le plus prometteur. De petits engins ultralégers dont les prix s'échelonnent de quelques dizaines à un millier d'euros peuvent évoluer en milieu clos mais aussi en pleine nature. Grâce à une caméra embarquée, de faible poids, il est possible de réaliser sans trop de frais des images inédites de lieux ou de sites difficilement accessibles par les moyens classiques. Il y a de quoi séduire de nombreux amateurs ; c'est déjà le cas en France où 100 000 drones de loisirs ont été vendus en 2014.

Le revers de la médaille est cependant évident. Dès lors qu'un drone équipé d'une caméra peut observer, photographier ou filmer, il peut aussi surveiller, espionner et violer un espace privé ou protégé. Le drone est une véritable arme d'intrusion massive. En principe, la loi interdit de survoler un espace privé et de prendre des images sans l'accord du propriétaire et des personnes concernées. Les faits montrent cependant que la loi n'est pas adaptée à la réalité d'aujourd'hui et surtout qu'il est manifestement difficile de la faire respecter.

Au cours de ces derniers mois, des dizaines de survols illicites ont eu lieu chez nous comme dans les pays voisins. En France, une trentaine de survols de sites nucléaires par des drones non identifiés ont été recensés au cours de ces derniers mois ; le dernier en date (3 janvier 2015) concerne la centrale de Nogent sur Seine, à l'Est de Paris. Les médias



en ont fait état mais aucune image n'a été publiée. Plus grave, les pilotes de ces drones n'ont pas pu être identifiés et rien n'a été tenté pour empêcher les survols. On croit rêver. Alors qu'une innocente tentative de photographie à distance d'un site nucléaire vous transforme en suspect et provoque une interpellation de la gendarmerie, celle-ci s'avoue incapable d'empêcher le survol de ce même site par un objet volant non identifié.

Or le risque terroriste est bien réel et la vulnérabilité des centrales nucléaires l'est tout autant. Le survol par drone peut permettre des repérages pour une attaque future voire servir directement à une telle attaque. L'ingénieur britannique John Large, cité par le Courrier international (26 février 2015), explique que les drones peuvent être facilement utilisés pour coordonner une attaque terroriste sur une centrale nucléaire. « Vous n'avez pas besoin de forces considérables pour en arriver à l'instabilité d'une centrale nucléaire. Une fois instable, la centrale a assez d'énergie pour s'autodétruire. Et les drones peuvent amener la centrale vers l'instabilité » affirme-t-il. « Il suffit par exemple qu'un drone frappe le système d'alimentation électrique de la centrale, ce qui la rend dépendante de ses générateurs diesel pour refroidir le réacteur. Ensuite, ces générateurs peuvent facilement être mis hors d'état de marche par un drone muni d'une faible charge. Sans énergie pour refroidir le combustible radioactif, (...) cela prendrait approximativement trente

secondes avant que le combustible commence à fondre » ajoute-t-il.

Alors que la menace terroriste djihadiste, omniprésente dans les médias, depuis le massacre de la rédaction de Charlie Hebdo, a conduit à des mesures exceptionnelles comme le déploiement de forces militaires auprès des lieux dits sensibles, c'est le silence complet à propos du risque terroriste qui plane, c'est le cas de le dire, sur les sites nucléaires. Il est vrai que l'industrie nucléaire a une image tellement abîmée qu'il serait gênant d'en rajouter : microfissures bien plus nombreuses et plus préoccupantes qu'annoncé dans les cuves de Tihange 2 et Doel 3, incident technique attribué à un sabotage de réacteur de Doel 4, sans oublier le contexte du désastre de Fukushima où l'accident impossible a eu lieu.

Devoir reconnaître que les centrales nucléaires peuvent être le siège d'accidents catastrophiques a déjà été politiquement difficile à assumer. Avouer en plus qu'elles sont vulnérables face à un risque terroriste est un pas plus difficile encore à franchir. Le choix du déni et du mensonge d'État s'est donc logiquement imposé. Les centrales nucléaires sont protégées contre une agression terroriste et le survol par des drones ne présente aucun danger ; qu'on se le dise !

Paul Lannoye

## DES GOUFFRES



Illustration: Bertrand Panier

La terre (notre bonne vieille planète) étant réputée ronde et pas plate il en résulte que – outre que certaines portions des vastes territoires qui la composent sont relativement aptes à abriter les lieux les plus propices aux innombrables activités de l'homme moderne – nombreuses sont les crevasses, cavernes et grottes, failles et fissures devant lesquelles, saisi d'effroi, le même homme moderne marque un coup d'arrêt et parfois, même, par distraction ou malencontreux accident, s'y trouve précipité bien malgré lui et pour son malheur. On voudra bien noter le caractère résolument métaphorique de ce qui précède comme, peut-être, de ce qui va suivre ; nous verrons.

Toujours est-il que, toutes choses étant égales par ailleurs, force est de constater que la Nature n'a pas le monopole des trous et autres insondables abîmes et que le génie de notre espèce, au fil de son irrépressible évolution, en a semé sur son passage une quantité et une variété proprement stupéfiante. Nous n'entrerons pas dans le détail ; les honorables lecteurs de ces pages n'ont pas de temps à perdre en vaines énumérations et nous les croyons assez avertis et intelligents que pour saisir le sens de notre propos. Du reste, marécages ou terres arides, feront aussi bien l'affaire puisqu'il ne s'agit, au fond, que de rendre palpable ce qui est passé sous silence par les commentateurs patentés et experts inamovibles en toutes disciplines. A savoir que, très généralement ou, si l'on veut, vue de très haut, la glorieuse époque de la technique de haut niveau dans laquelle d'aucuns, il n'y a pas si longtemps, voyaient venir l'émergence triomphale de la communication universelle s'avère être, de plus en plus, celle du crétinisme et de la mort par asphyxie de l'Esprit. Il n'est que d'observer l'accablement et le lourd silence des lieux publics, hantés par les pauvres silhouettes penchées sur les portables dernier cris, au milieu desquels, parfois encore, un visage attentif et heureux est incliné devant un livre. Et l'on voit aussi l'usage que font de ces techniques les tenants de l'ordre public, en organisant et mettant en place les moyens les plus perfectionnés de la surveillance et de la traque de ce qui reste de fortes têtes qui persistent à dénoncer l'ignominie et l'imbécillité foncière des décideurs et technocrates de tous bords.

Et il faut saluer, au passage, la ténacité, le courage, le dévouement de celles et ceux-là qui, malgré la puanteur ambiante, les assauts nauséabonds et les calomnies entretenues par une certaine presse,

se dressent, autant qu'elles et qu'ils le peuvent, contre le mur de plus en plus opaque d'une réalité façonnée et érigée à seule fin de permettre que, derrière le décor trompeur, le saccage et l'exploitation forcée de tout se poursuive dans une indifférence quasi générale. C'est que le spectacle – au sens situationniste du terme – comme le prédisait Guy Debord\*, en est arrivé à un point de perfection tel qu'effectivement et très concrètement, aujourd'hui «Les hommes ressemblent plus à leur temps qu'à leurs pères». Il n'empêche: même si la lutte est inégale, même si les armes le sont tout autant, il est réconfortant de pouvoir lire et entendre ces autres voix, qui, dans l'ombre pesante des discours convenus à propos de tout ce qui touche à l'essentiel, tentent, justement, de donner les quelques clefs – elles existent! - qui permettraient que les hommes reprennent possession de leur destin collectif. Mais on n'insistera jamais assez sur le rôle insidieux et pervers que tiennent les médias dominants dans la formation de «l'air du temps», devenu de plus en plus irrespirable et nauséabond.

Pour autant, les politiques menées un peu partout et dont l'inanité et la brutalité n'est plus à démontrer apparaissent de plus en plus ce qu'elles sont aux yeux d'un nombre grandissant de gens que l'on voit se rassembler, débattre et manifester à la marge des appareils constitués et cela est une excellente chose même si, de leur côté, les «masses» en sont encore à s'illusionner sur la fonction et les buts effectifs des organisations de travailleurs qui n'ont d'autres vues et projets que dans le pauvre cadre de revendications qui sont à des années lumière de ce qu'il serait urgent et hautement légitime de défendre et pour quoi se battre résolument. On n'a pu s'empêcher de ricaner et se moquer à l'annonce de la naissance d'un vague «front contre l'austérité» constitué par ces grotesques figures de gauche, parmi lesquelles un ex-premier ministre qui s'affiche partout et gesticule le sourire aux lèvres, un responsable de mutualité et un ineffable leader syndical. Cette bande des trois, aussi ridicule et cocasse que la bande des quatre de sinistre mémoire démontre, s'il en était encore besoin, la collusion objective de quasi toutes les formations officiellement reconnues et dont le même dessein n'est rien moins que de brider toute forme originale et proprement révolutionnaire de contestation. On voit bien, ici comme ailleurs, que, pour ces gens, le souci dominant est de se maintenir bien au chaud dans leur petite place, coûte que coûte, contre les vents et les marées qui les menacent. Cette remarque vaut, d'ailleurs, pour les figures les plus emblématiques

de ce qui reste de républicain – des miettes, à peine – chez nos voisins de France où l'on a pu voir, à l'issue du dernier scrutin, le fatal aveuglement et l'hypocrisie dans lesquels ils sont et resteront enfermés contre toutes les évidences.

On ne s'étonnera donc pas, pour en revenir aux gouffres, de ce que, là comme ici, «les gens» soient de plus en plus éloignés de la politique telle qu'elle est menée et, en même temps, de ceux qui prétendent encore et toujours gérer les affaires au mépris de la plus élémentaire morale. Les seuls à s'offusquer de cet état de fait étant, comme de bien entendu, les éditorialistes et autres plumitifs garantis par le système médiatico-politique qui s'en vont geindre, à longueur de colonnes, à propos du peu de sérieux de ce qui leur reste comme lecteurs. En vérité, le vide qui se crée ainsi entre les élites et les populations méprisées ne demande qu'à être comblé. Comment pourrait-il l'être, en fonction ou au gré de quelles circonstances, sous la pression de quelles forces se mettant en branle ?

Autant de questions auxquelles il est, bien évidemment, impossible de répondre. «Il ne faut pas attendre de quelques individualités qu'elles débloquent la situation. Le déblocage ne pourra venir que de mouvements démocratiques de masse, qui ne soient pas légitimés par la possession d'un privilège intellectuel» dit Jacques Rancière dans un entretien récent, répondant ainsi indirectement aux questions que posent et se posent les très nombreux fidèles du blog de Paul Jorion et que nous sommes tenus de nous poser aussi avec lucidité.

Oui, la tâche est immense ; et si nous apparaissent quelques signes annonciateurs de frémissements à venir il nous faut aussi avoir le courage de voir que, peut-être, «Seule une onde de choc suffisante pourrait détourner l'attention de l'humanité tout en l'éloignant de la routine quotidienne et vorace dans laquelle elle s'est laissée aller. Il n'y a, hélas, pas d'autre solution devant l'ampleur de la tâche de réinformation qui nous attend» selon un des contributeurs du blog de Paul Jorion. Rien n'est assuré, tout et son contraire peut advenir, ne baissons pas les bras!

Jean-Pierre L. Collignon

\* Guy Debord, «Commentaires sur la société du spectacle», Folio, page 120.

## CONTRE LA PRISON DE HAREN ET TOUTES LES PRISONS MODERNES

Ou comment une lutte localisée contient le ferment d'une pensée unifiée

« On nous dit que les prisons sont surpeuplées.  
Mais si c'était la population qui était suremprisonnée ? »

Michel Foucault

« Il n'existe en Belgique aucune politique pénale et pénitentiaire cohérente »

Observatoire International des Prisons

La réponse du Ministre-Président de la région de Bruxelles-Capitale à notre question sur la pertinence de construire une méga-prison à Haren, et plus largement de nouvelles prisons en Belgique, contient en substance le vide de pensée d'une certaine élite censée nous représenter, vide qui se propage dans la société par la propagande médiatique. Leur capacité d'imaginer un autre monde est morte... Après avoir entonné le refrain habituel sur les différences en terme de responsabilités régionales et fédérales, Rudi Verwoort (mais ça aurait pu être un autre) déploie deux arguments : l'un d'apparence altruiste, l'autre clairement intéressé. Le premier, le constat « *indéniable* » « *de la vétusté, voire de l'insalubrité, des prisons de Saint-Gilles et de Forest* », expliquant que « *les conditions de détention des prisonniers ont maintes fois été critiquées par les instances internationales* », sonne comme, comment dire?... quelque chose de faux! : cela fait des dizaines d'années que divers organismes dénoncent l'inhumanité des prisons belges. Curieux qu'on pense tout à coup au sort des prisonniers quand on escompte de construire une méga-prison en recourant à un partenariat public-privé!

Le second argument paraît plus révélateur de la pensée de pouvoir : « *l'annonce de la désaffectation des prisons de Saint-Gilles et Forest constitue pour la Région bruxelloise une opportunité de développer un nouveau quartier résidentiel et d'y créer de nouveaux équipements au profit de ses habitants* ». Olivier Chastel, lui, perçoit la surpopulation carcérale uniquement « *comme un obstacle majeur à une politique efficace et cohérente d'exécution des peines* ». La surpopulation, ça arrange Denys, un des partenaires du consortium Cafasso choisi pour la construction de la prison de Haren, qui a déjà mis en œuvre la construction d'un centre de psychiatrie légale à Gand – outre des projets au Tchad, au Cameroun, en Irlande, en Algérie, etc – et s'enorgueillit d'être « *le partenaire de choix pour la réalisation de travaux de construction hors du commun* ». Sur son site, évoquant le projet de méga-prison à Haren, appelé « *prison-village* », il décrit un « *marché* » qui comprend non seulement « *des services d'entretien (pendant 25 ans), mais également pendant 5 ans certaines prestations de services facilitaires (du catering, des services de blanchisserie et du traitement des déchets)* ».

Dans ce qui répond à une seule et même façon de penser, on n'écoute pas les voix discordantes comme celle de la Cour des Comptes ou du Comité européen pour la Prévention de la Torture qui énonçait que le fait de construire de nouvelles pri-

sons « *n'est pas susceptible, en soi, de résoudre durablement le problème de la surpopulation* ». Et si l'intention n'était pas celle-là? Pour le Président du MR, la construction des 2217 places prévues sera insuffisante et il faudra inévitablement construire de nouvelles prisons sous un Masterplan III, « *si le contexte budgétaire le permet ou selon des modalités de financement à déterminer* » (entendez « *recours massif au privé* »).

Un peu de philanthropie feinte chez les uns, beaucoup de pragmatisme réaliste chez les autres. Une fuite en avant chez tous, sans aucune autre perspective que le changement dans la continuité. Et pour que fonctionne l'illusion, dont médias et politiciens professionnels nous abreuvent, il faut sans discontinuer répéter qu'une petite minorité élue agit pour le bien de tous, afin de « *nous* » offrir un meilleur avenir, encore « *meilleur* » qu'aujourd'hui. Les discours médiatiques ambiants et les mesures politiques ne font pourtant que créer des dichotomies réductrices qui nous opposent les uns aux autres, nous faisant oublier notre commune humanité. Parmi celles-ci, celles séparant autochtones et étrangers ou travailleurs et chômeurs. Mais il en est une qui semble faire consensus et où peu se risquent à exprimer une position divergente : celle opposant prisonniers et hommes libres. La question carcérale, nourrie par le fantasme médiatique représentant le plus souvent le détenu comme un dangereux psychopathe, est difficilement débattue, tant elle conduit celui qui essaie de comprendre à l'ostracisme d'une communauté qui voit le rejet « *hors-société* » du prisonnier comme quelque chose de normal.

Paradoxe de la vie et de la lutte, c'est en s'opposant à des projets comme celui de la prison de Haren que le peuple pourra enfin débiter tout doucement un travail de réunification et se remettre à penser, pour enfin voir que derrière la langue de bois politique, la question carcérale nous concerne tous et appelle en nous une humanité qui avait été perdue (p.16). Mais la gestion actuelle de l'enfermement est une formidable machine à faire des voix, qui occulte le lien devenu dès lors évident entre lutte contre le terrorisme, suivisme belge par rapport à la pensée et à la politique des États-Unis, privatisation et misère organisées (p.14). Cette misère, fruit de nos sociétés modernes qui la créent tout en feignant qu'elles luttent contre et qui, ne sachant que faire des déchets humains, les réifient en « *capital carcéral* »... création et récupération, cycle connu de nos sociétés consuméristes qui érigent l'avoir en valeur suprême et génèrent les conditions de la frustration,

se reposant sur des croyances erronées que jamais les médias ne prennent le temps de démonter (p.10).

Penser contre, c'est donc recréer du lien dans un monde où l'atomisation est plus utile à la production : être seul – la solitude moderne – ensemble – en comparaison compétitive perpétuelle – empêche de se penser et de penser l'Autre. Se retrouver uni contre l'absurde, déploie la capacité de pouvoir le nommer, pour découvrir que derrière les luttes paysannes, écologistes, sociales, une seule et même lutte nous unit : celle pour la vie.

**Dossier réalisé par Alexandre Penasse**

Les photos accompagnant ce dossier sont de Jean-Marc Bodson et Hugues de Wurstemberger. Merci à Maxime De Coster pour les prises de contact.

- (1) Nous avons posé aux quatre partis traditionnels ainsi qu'au PTB la question suivante : « *Votre parti se positionne-t-il pour ou contre le projet de construction d'une méga-prison à Haren, et plus largement quelle est sa position sur les projets de construction de nouvelles prisons ?* ». Nous publierons l'entièreté de leur réponse sur notre site. Au moment d'imprimer, seul le PTB ne nous a pas répondu.
- (2) Entendez dans la novlangue anglicisée, la « *fourniture des repas* », en langue vulgaire « *la cantine* ».

Plus d'infos :

- Voir le site de Luk Vervaet <http://lukvervaet.blogspot.be>, et son article, très complet, « *non à la méga-prison de Haren* ».

- Comité de Haren : [www.1130haren.be](http://www.1130haren.be)

- Dossier complet de l'enquête publique sur la mégaprison [www.bruxelles.be/artdet.cfm?id=4843&agendaId=4454](http://www.bruxelles.be/artdet.cfm?id=4843&agendaId=4454)

- Plate-forme pour sortir du désastre carcéral : [www.harenunderarrest.be](http://www.harenunderarrest.be)

- Haren TV : [www.haren.blogs.sudinfo.be](http://www.haren.blogs.sudinfo.be)

- Collectif Vrije Keelbeek libre! [www.haren.luttespaysannes.be](http://www.haren.luttespaysannes.be)

- Inter Environnement Bruxelles : [www.ieb.be/-Une-mega-prison-a-Haren-](http://www.ieb.be/-Une-mega-prison-a-Haren-)

- Alternative de ferme ouverte : [www.respire-asbl.be/spip.php?article1025](http://www.respire-asbl.be/spip.php?article1025)

# LE PRODUCTIVISME CARCÉRAL

« Nous ne [...] réprouvons pas [un acte] parce qu'il est un crime, mais il est un crime parce que nous le réprouvons »,  
E. Durkheim, « De la division du travail social »<sup>1</sup>

« Les gens qui ont peu, dans une société où l'on attache de l'importance à posséder beaucoup, deviennent facilement indisciplinés ».

« Quand on voit le délinquant comme un membre d'une autre espèce, une non-personne, une chose, il n'y a pas de limites aux atrocités possibles »<sup>2</sup>.

A quoi sert la prison ? La question paraît le plus souvent résolue et la réponse toute trouvée : « à punir ceux qui fautent ». Dans cette équation punitive catégorisante, le détenu ne fait pas vraiment partie de la société, bien qu'il sera sur-représenté dans les médias, participant à son infra-humanisation. Nous ne nous étonnerons donc guère que la seconde fonction généralement attribuée à la prison et que l'on nomme curieusement « réinsertion »<sup>3</sup>, ne soit pas mise en œuvre

Dans une société capitaliste et technocrate, la problématique de l'emprisonnement est primordiale à soulever. Elle répond aux valeurs que nous défendons et donc au type de société que nous désirons. Mais dans le spectacle politico-médiatique, la prison ne serait que la résultante du démerite individuel qui justifierait la sanction de l'enfermement, à l'opposé du mythe du mérite individuel prôné par une société libérale. La réalité est plus complexe...

En 1997, il y avait 8 156 détenus dans les prisons belges, en 2014 ils étaient 11 769, soit une hausse de 44%. Dans le même temps les peines alternatives, comme la surveillance électronique, ont considérablement crû. Alors qu'en 2000, ils n'étaient que 14 à être soumis à cette surveillance, ils étaient 1807 en 2014, soit un nombre multiplié par 130<sup>4</sup>. Que s'est-il passé en une quinzaine d'années ? Les criminels, délinquants de toutes sortes, sont-ils sortis de leur tanière pour traumatiser les bonnes gens ? Ce n'est pas ce qu'expriment les statistiques policières de criminalité qui indiquent qu'entre 2000 et 2013, le nombre total de délits est passé de 1 001 952 à 990 060, soit une baisse d'environ 1,2%. Tiens, curieux ? Cela signifie qu'à chiffres de criminalité presque équivalents, davantage d'individus étaient en prison en 2014 qu'en 2007, plus étaient soumis au bracelet électronique, beaucoup plus. C'est qu'en presque 20 ans, il y eut l'affaire Dutroux, le 11 septembre, un retrait de l'État social et un creusement des inégalités...

Avec les effets sur la politique carcérale : *L'hyper-trophie de la détention préventive, l'extension du périmètre pénal et l'allongement des peines*<sup>5</sup> qui se manifestent par un taux d'incarcération plus important (14 684 incarcérations en 1997 contre 17 914 en 2013, soit une hausse de 22%). Mais ces derniers n'expliquent pas tout, les libérations conditionnelles moins fréquentes et plus sévères, le faible recours aux peines non privatives de liberté, allongent le temps du détenu en prison, et donc le nombre qui est enfermé à un moment donné. Voilà quelques faits posés.

La croyance populaire sur le monde carcéral se nourrit essentiellement de trois éléments : la production informationnelle des journaux télévisés et diverses émissions et journaux qui sur-représentent les faits divers ; les séries télévisées et autres films où flics, juges et criminels sont omniprésents ; la démagogie de politiciens qui font montre d'une force dans un domaine – le pénal – qui est directement proportionnelle à la faiblesse qu'ils manifestent dans un autre – le milieu des affaires et des criminels en col blanc – où le laissé-faire et le laxisme sont les régles. Comme nous l'évoquions,

cette croyance socialement construite participe à la dichotomisation sociale entre « gentils » et « méchants ».

Dans ce triptyque de médiatisation de la question carcérale, au fond assez fictionnel à chacun des niveaux<sup>6</sup>, énoncer la vérité, à savoir que l'augmentation des personnes incarcérées n'est pas le résultat d'une croissance des infractions, s'avère presque impossible, tant cette réalité irait à l'encontre du spectacle construit et des intérêts que chacune des parties en tire (on sait à quel point le spectacle du crime est bon vendeur). Comme l'exprime l'OIP dans son rapport belge, « dans un jeu ambigu s'auto-alimentant entre impératif d'audit poussant au sensationnalisme, effets d'annonce du politique et volonté de satisfaire « l'opinion publique », s'entretient un climat sécuritaire qui pousse à une répression accrue et masque certaines réalités » (p.14).

## LES FAUSSES CROYANCES

C'est pourtant à partir de la remise en cause de conceptions erronées que l'on peut espérer voir s'inverser une tendance d'inflation de la population carcérale et d'aggravation des conditions d'existence intra-muros. En ce sens, dès le début de son ouvrage, *L'industrie de la punition*, Nils Christie, criminologue norvégien, pose le problème : la prison est une institution régulatrice, dans une société productiviste où la richesse et l'accès au travail sont inégalement répartis et qui génère donc un surplus de population qui n'est pas utile à la production. Les sanctions pénales strictes viseraient ainsi à contrôler et discipliner les masses récalcitrantes. Jadis prises en charge par l'esclavage, le servage et l'obligation de travail et de résidence, cette tâche est désormais dévolue aux prisons. Le succès de la machine carcérale s'explique par la conjonction d'une production d'« inutilisables », d'un État providence en complète déliquescence faisant place à un État pénal néolibéral conjuguant la misère sociale et le diktat de la responsabilisation individuelle avec la grandeur carcérale, ainsi que d'une classe politique assujettie et subjuguée par le monde économique, laquelle se prive de tous les moyens pour le contrô-

ler et œuvre dans un domaine, celui du carcéral, où elle peut encore donner l'illusion du contrôle.

Mais le succès carcéral s'étaye et se focalise sur cette idée, relative à la nature humaine, d'apparence rationnelle, bien établie dans les esprits et que le discours politico-médiatique entretient formidablement : celle que le châtement répondrait à un crime défini par une loi naturelle. Equation assez simple donc qui serait : un crime x est commis, un châtement x est donné. De cette croyance découlerait l'idée pérenne « que la population carcérale est un indicateur des infractions », et donc que « si le criminel ou le délinquant déclenche le processus auquel les autorités se contentent de réagir, alors naturellement la taille de la population carcérale reflétera la situation de la criminalité »<sup>7</sup>. Il n'y aurait dès lors dans la question carcérale aucune question de choix de société. Non ! Tel la mainmise de dieu sur nos âmes, la population carcérale ne serait que le signe du destin.

Pourtant, ceux qui ont le courage de dépasser les peurs fabriquées et commencent à s'intéresser de près à la question carcérale, savent vers où regarder pour démonter les fausses croyances : les États-Unis. Ils verront alors que l'inflation extraordinaire de détenus américains depuis les années 80, ne correspond nullement à une croissance correspondante des crimes, mais à des choix éminemment politiques. Mais cette contre-vérité d'un nombre de détenus relatif au nombre de crimes commis étant profondément établie dans les consciences, on comprend qu'on entend encore si souvent ce soi-disant « laxisme de la justice »...

## LA REPRÉSENTATION DU PAUVRE

Mais cette croyance populaire n'est, loin s'en faut, indépendante de la représentation que l'on se fait du pauvre et de la pauvreté dans nos sociétés modernes. Quel rapport, direz-vous ? Eh bien, c'est que la grande majorité des hôtes carcéraux sont les mêmes qui *dehors* peuplent les quartiers défavorisés et vivent en dessous du seuil défini de pauvreté, faisant dire à l'*Observatoire Internatio-*

nal des Prisons, qu'elle est une «institution pour pauvres» (OIP, p.58). Ce que l'on pense du pauvre, et donc par extension de la façon dont l'être social se construit, a donc une nécessaire implication sur la façon de penser la prison et la faute.

Il y a ainsi en substance deux interprétations qu'on peut se faire des gens pauvres: ils peuvent être considérés «comme des ivrognes désœuvrés, des bons à rien ou des victimes de conditions sociales échappant à leur contrôle?» A partir de là, «les quartiers défavorisés des villes sont [-ils] des endroits où ceux qui n'ont pas d'aspirations choisissent de s'attrouper, ou [sont-ils] des dépotoirs pour ceux qui ne reçoivent pas la juste part de la société moderne»<sup>8</sup>.

Au niveau des politiques étatiques, et donc du système pénal, cela change tout. On peut considérer les crimes, plus fréquents dans les quartiers défavorisés, comme des indicateurs de misère, et mettre en place des réformes sociales radicales pour éradiquer la misère; ou alors, on peut nettoyer au Karcher les cités, réduire les allocations de chômage, obliger le travail précaire et sous-rémunéré, et maintenir la misère telle quelle. Dans le premier cas, on accepte de considérer que la misère – fabriquée – détermine en partie la criminalité et son contrôle, dans l'autre que l'individu est le seul acteur de son destin et que sa responsabilité individuelle est le seul critère à prendre en compte.

Précisons d'emblée ici que même si une certaine forme de délinquance est plus prégnante dans les lieux de concentration de la misère, il y a aussi et surtout une répression accrue axée vers ceux qui peuplent ces quartiers. Ainsi, s'il y a surtout des pauvres en prison, ce n'est pas nécessairement parce qu'ils sont plus délinquants, mais «c'est qu'ils sont davantage sanctionnés à tous les maillons de la chaîne pénale, de par des choix de politique criminelle et l'attitude individuelle des acteurs judiciaires (surveillance de la police, signalement au Parquet, délivrance du mandat d'arrêt, condamnation au fond)» (OIP, p.58). Et s'ils sont en prison c'est que «bien souvent, les détenus ont connu un parcours de vie empreint de ruptures avec les institutions premières d'inscription au sein de la société, que ce soit au niveau de la famille, de l'école ou du travail. Ainsi, la précarité des personnes incarcérées se marque de différents manières: ruptures familiales et décrochage scolaire précoces, précarité matérielle et dénuement affectif, absence de perspective d'emploi, passages répétés dans la délinquance ou la drogue, ... »<sup>9</sup>.

Au fond, «tant les processus enclenchés tout au long de la chaîne pénale que la désaffiliation des individus au niveau social, économique et/ou familial démontrent que la prison se révèle l'ultime maillon de l'exclusion sociale pour un nombre conséquent et majoritaire de détenus». (OIP, p.58).

Dans la catégorie «pauvre», il y a évidemment la sous-catégorie «étranger», surreprésenté dans les prisons belges (43% des détenus sont étrangers). «Les étrangers font l'objet de discriminations à tous les stades de la chaîne pénale: davantage contrôlés en rue, ils sont plus vite arrêtés et plus facilement placés sous mandat d'arrêt. A délit égal, un étranger a beaucoup plus de chance de connaître la prison. Il sera également condamné plus sévèrement, entre autres parce qu'il connaît mal les codes culturels propres à notre justice pénale. Les étrangers ont encore très difficilement accès à la libération conditionnelle» (OIP, p.66).

## PRIVATION RELATIVE

Évidemment, cette impossibilité de penser la misère comme une indécence qu'il faut combattre provient essentiellement de notre incapacité à lier dialectiquement celle-ci avec la richesse. Certes, la pensée libérale délie spécieusement les deux réalités en les regroupant sous le «trophe culturel de la «responsabilité individuelle»»<sup>10</sup>. Eh oui, «qui veut

peut», donc: le miséreux est le seul responsable de son indigence, le nanti de sa richesse. Et si jamais vous n'y arrivez pas, y'a encore le Lotto!

La fable est belle mais se révèle trompeuse quand on veut bien sortir virtuellement de sa condition et que l'on accepte la part de détermination de l'être – que nous sommes donc chacun le résultat de conditions qui nous dépassent. La richesse provenant en première instance de ce que la terre nous offre, l'enveloppe est fermée. Mais certains en profitant plus, il en va que s'il y en a plus pour certains il y en a moins pour d'autres et donc que la richesse est le fruit et la cause de la pauvreté. Cette distorsion s'exprime essentiellement, dans une société valorisant l'avoir au détriment de l'être, en terme de possession. Emplie de publicités, la société de consommation crée un sentiment perpétuel de manque relatif; l'individu, sommé de consommer, s'il est dans l'incapacité de le faire, ressent la frustration. Comme le dit le criminologue Niels Christie, «les quantités de choses qui peuvent être volées augmente de jour en jour. Il y a tant de choses à prendre, tant à boire»<sup>11</sup>. De ce fait, «l'échec du consensus social-démocrate des années 1950 [qui] affirmant que de meilleures conditions réduiraient le crime était basé sur des notions de réduction de la pauvreté comme privation absolue. Mais la cause du crime n'est pas la privation absolue, c'est la privation relative. Ce n'est pas le niveau absolu de la richesse, mais la perception de l'injustice de la répartition des richesses, qui affecte le taux de criminalité»<sup>12</sup>.

Le pauvre, plutôt que de combattre la richesse, est a contrario encouragé à la rechercher et donc aspire à ressembler à celui qui est en partie responsable de sa condition. Adulé par les fanatiques du foot-spectacle, Eden Hazard, pour ne citer qu'un exemple, dont les émoluments dépassent 250 000 euros par semaine, n'est nullement perçu par ses admirateurs comme celui qui leur vide la gamelle. Au contraire! Le gosse de rue rêve de l'éden... Pour s'en approcher, en attendant, il calque son existence sur les modèles propagés par le style de vie occidental moyen, perçu comme universel<sup>13</sup>. Si comme le dit Thorstein Veblen «le désir de richesse ne peut guère être assouvi chez quelque individu que ce soit» (...) «la lutte est en réalité une course à l'estime, à la comparaison provocante, il n'est pas d'aboutissement possible», reste que certains soulagent temporairement leur frustration par la possession, là où d'autres ne peuvent se doter des objets valorisés que par des subterfuges le plus souvent illégaux. Ce n'est donc pas un hasard si en Belgique «les détenus sont principalement des hommes jeunes, ayant bénéficié d'une formation limitée, possédant une position socio-économique faible et ayant commis un vol. La plupart ont à peine été scolarisés» (OIP, p.107). Les tenants de la position de l'autoconstruction de l'individu rétorqueront qu'«il n'avait qu'à travailler à l'école... on les invite de suite à venir voir derrière les murs... de l'école»<sup>14</sup>.

Certes, celui qui ne consomme pas est inutile dans une société où la croissance demeure le but ultime, même s'il est phagocyté par le travail au noir, précaire et offert à des tarifs avantageux à ceux qui peuvent se le payer du fait de leur identité reconnue et de leur statut pécuniaire. Dans cette chasse à l'«inutile», la consommation des drogues et la plus forte pénalisation de son usage et de sa vente par des profils sociaux défavorisés, les mêmes qui peuplent les prisons et bénéficient des aides sociales du fait de leur pauvreté, est inévitablement le fait de cette exclusion. «Dans la pratique, la guerre contre la drogue a ouvert la voie à une guerre contre les personnes considérées comme les moins utiles et potentiellement les plus dangereuses de la population»<sup>15</sup>.

Un point de lutte pour diminuer le crime semble donc être de «réduire la privation relative, en nous assurant que le travail significatif soit accessible à un salaire satisfaisant, en fournissant des logements décentes dans lesquels les gens sont fiers d'habiter, en assurant l'existence d'équipements de loisirs

universellement accessibles, et en insistant pour que l'application de ces règles se fasse également dans le cadre de la loi»<sup>16</sup>. On touche donc ici au problème fondamental de la création par le système des «non-utiles» (les chômeurs, les délinquants, les vieux, les pensionnés, les déscolarisés...), et à la mise en place subséquente d'institutions palliatives pour les prendre en charge.

## PRISON ET SECTEUR PRIVÉ: DE BONS COPAINS!

Mais plutôt que d'assurer un travail décent à l'extérieur, les architectes du carcéral promettent le travail intra-muros. Et pour cela, en Belgique, ils ont créé Cellmade!, littéralement fabriqué en cellule – Eh bien oui, si on imite le modèle carcéral américain, autant américaniser aussi son nom. Cellmade se présente comme le «label de la Régie du Travail Pénitentiaire, un service autonome du SPF Justice». «Depuis 1931 nous nous occupons de la mise au travail et de la formation des détenus dans les établissements pénitentiaires belges». Et comme dans un catalogue pour hommes d'affaires avides de gains, le service ajoute «vous avez donc la garantie que nous faisons du bon travail, avec savoir-faire». Yes!

Puisque le capitalisme récupère tout, pourquoi s'en passer? L'Homme privé de liberté, laissé oisif par un système carcéral qui n'organise pour lui que le versant punitif du projet, les entrepreneurs plutôt que d'être perçus comme les pionniers d'une nouvelle forme d'esclavage, se muent en héros qui dès lors, tels des sauveurs, donnent de l'activité aux détenus. Quels philanthropes! Ecoutez Cellmade évoquer l'avantage pour les détenus: «Le travail leur donne l'opportunité de prendre leurs responsabilités et d'indemniser les victimes. Ils acquièrent une discipline de vie et une expérience professionnelle qui faciliteront leur réinsertion le moment venu. Tout le monde y gagne» Euh, tout le monde? «Le travail pénitentiaire paie. Chaque jour en Belgique, plus de 30 ateliers pénitentiaires mettent une force de travail flexible et motivée à votre service. Montage, reliure, emballage, confection...? Vous bénéficiez d'un travail de qualité à un prix attractif». Ah oui?... «attractif» pour l'un. Donc pas pour l'autre. Et on sait pour qui bosse le Léviathan...

D'ailleurs, un peu plus loin, le service autonome du SPF Justice l'admet sans ambages: «donner du travail à des détenus? Cela rapporte plus que vous ne le pensez! Tant à votre entreprise qu'à ceux qui sont à l'intérieur. Voici quelques bonnes raisons parmi d'autres de choisir la prison. En prison, vous trouverez tout ce que vous cherchez:

- Une capacité suffisante (sic)
- Une main-d'œuvre flexible et motivée (Re-sic)
- Un encadrement par un personnel technique qualifié et expérimenté
- Des contrôles de qualité rigoureux
- Le respect des délais
- Des délais courts
- Des tarifs concurrentiels»

Mais il faut bien sembler humain et feindre qu'on est là aussi pour les aider, à l'instar des riches qui font dans le caritatif et redistribuent à coup de médiatisation suprême quelques miettes de leur butin, ou ces multinationales qui pillent les pays non-occidentaux, et nous disent que «même si ce n'est pas très bien ce qu'on fait, sans nous, ils mourraient de faim». Chouette dilemme: mourir de faim ou être exploité? Et puis, c'est bien d'être philanthrope, mais c'est surtout bien de le montrer: «et vous, qu'avez-vous à y gagner? Vous renforcez votre image d'entreprise socialement responsable», nous dit Cellmade. Du win-win!

Cellmade taira ce que dit l'OIP sur la rémunération des détenus... «les gratifications sont assez dérisoires (le minimum est de 0,62 euros /heure) (...) les détenus effectuant des tâches domestiques reçoivent entre 100 et 150 euros. En atelier, ils

peuvent recevoir de 150 à 300 euros. Ces chiffres, donnés à titre indicatif, diffèrent en fonction des prisons et selon le nombre d'heures prestées par mois. De plus, la régie pénitentiaire s'octroie 40% des revenus attribués pour les tâches réalisées pour le compte d'entrepreneurs privés. Les détenus, rémunérés à la pièce, se voient dès lors gratifiés des 60% restant. » (OIP, p.101). Allez, on se sert au passage, faut pas se gêner, non? Ce ne sont quand même que des détenus!

Les nouveaux esclavagistes se déguisent en philanthropes et offrent du boulot à l'intérieur, pour celui qu'ils leur avaient enlevé à l'extérieur... «un ouvrier américain qui gagnait 8 dollars de l'heure perd son

### « La prison fait plus que du bon travail »

Slogan de Cellmade, Label de la régie du travail pénitentiaire

emploi quand sa firme se délocalise en Thaïlande où les ouvriers ne sont payés que deux dollars par jour. Sans emploi, étranger dans une société indifférente à ses besoins, il est entraîné dans la spirale de la drogue ou d'autres moyens de subsistance illégaux. Il est arrêté, emprisonné et mis au travail.

Son nouveau salaire est de 22 cents de l'heure. De l'ouvrier au sans-emploi, au criminel, et finalement au détenu-ouvrier, le cycle a fait un tour complet. Et le seul vainqueur est la grosse industrie »<sup>17</sup>. Mais attention! Dans le règne de la loi du marché libre et non faussé, n'y-a-t-il pas un risque de concurrence déloyale avec le Bangladesh?

Il ne faut pas sous-estimer la valeur économique de la prison dans une société de croissance en phase d'implosion, corps béant agonisant qui cherchera la croissance avec les dents s'il le faut. Réduire le « handicap salarial », terme de la novlangue usitée tant par le patronat que par les syndicats, passe aussi s'il le faut par l'exploitation carcérale, même si elle demeure en l'état de faible ampleur. On gèrera le chômage et la misère par le taux d'incarcération, tout cela permis par un transfert massif de l'argent public vers le privé, à chaque stade du processus carcéral.

Et si ce n'est pas assez, on arrivera peut-être doucement à une prise en charge de la vie carcérale par le détenu lui-même, comme à l'hôtel. Et ben quoi! Il est coupable quand même! On savait déjà que dans nos prisons les détenus devaient acheter leurs produits de base à une cantine pratiquant des prix dispendieux, souvent rédhibitoires. Aux États-Unis ils sont plus « loin », entendez « progressistes »: les détenus, dans certains États, paient par jour pour leur « accueil carcéral ».

Ceci n'est que l'illustration du mouvement continu de privatisation qu'illustrent à merveille les constructions et projets de construction contenus dans le masterplan du gouvernement<sup>18</sup>. « Le montant annuel que l'Etat devra payer comme indemnités par an sera de 12,2 millions d'euros pour la prison de Marche-en-Famenne, 13,7 millions d'euros pour Beveren, 12,1 millions pour Leuze-en-Hainaut et 15 millions d'euros pour Termonde »<sup>19</sup>. Ironie, l'argent public versé au privé qui a en charge la construction des bâtiments où sont incarcérés les individus, qui proviennent pour la plupart de milieux socio-économiques défavorisés, participera à la réduction des budgets publics, précipitant la misère et accroissant... l'incarcération. Du win win à nouveau pour le privé! Le capital humain carcéral, illimité, est une perte s'il n'est pas utilisé à son maximum. L'offre excessive, générée par la police et les tribunaux, mais aussi par les prisons, devient donc la règle. Peu de place pour un espace de réflexion dans ce système marchand. Et tout est à l'avenant: construisez plus de bandes de circulation, vous réduirez, peut-être, pendant un temps les embouteillages, mais très vite la sur-offre déterminera un surplus d'automobiles. La construction des voiries aura enrichi les entrepreneurs privés, la croissance de la bagnole individuelle les constructeurs automobiles, la dégradation de la qualité de l'air et les accidents les hôpitaux privés ou en voie de l'être.



Photo: Hugues de Wurtemberg

Par ailleurs, ce n'est pas uniquement parce que les caisses de l'État sont vides et que ce dernier refuse de chercher l'argent là où il est que s'explique le recours au secteur privé. En faisant appel à lui, «le gouvernement s'épargne le coût d'un référendum». Relégation au privé donc... l'Etat leur loue la prison et emprunte l'argent à leurs créanciers... *win win* à nouveau, banques et entrepreneurs se serrent les menottes... euh... les pinces. Pas étonnant dès lors que les pouvoirs publics semblent peu informés des projets de construction à venir: ce n'est pas eux qui gèrent l'affaire! Illustration parfaite de la soumission de l'État aux intérêts privés, l'indécence carcérale n'est pas un accident, c'est un travail minutieusement organisé vers la voie du totalitarisme marchand voué à gérer le chaos productif.

## SOCIÉTÉ CAPITALISTE ET TOTALITARISME: DÉLIER POUR MIEUX CONTRÔLER

Il semble que ce soit nos mégas sociétés, où le local n'a plus sa place, qui crée inévitablement les mégas-prisons. Car le crime naît aussi de la séparation complète entre les individus, réifiés en entités compétitives et atomisées: on ne connaît plus son voisin, et on crève à côté de lui, notre corps en putréfaction le réveillant seulement quand l'odeur est devenue intenable<sup>20</sup>; la petite vieille ne joue plus son rôle de contrôle social auprès des jeunes; on passe à côté d'âmes endormies – ou mortes, qu'importe! – à même le sol, pris dans la route quotidienne et aliénante vers l'emploi ou de retour vers la demeure; on consomme «ensemble», on regarde le même programme, «réunis» avec des millions d'êtres atrophiés simultanément devant l'écran, mais dans tous les cas on est seul, le sentiment de faire la même chose en même temps amplifiant paradoxalement le sentiment d'anomie<sup>21</sup>.

Et dans ce modèle, l'isolement de la prison comme institution, et donc des êtres qui la peuplent, n'est que l'expression extrême de l'isolement généralisé qui sévit dans tout ce qu'on dit «intérieur» à la société. Le choix des lieux des nouvelles prisons marque d'autant plus cette volonté: «Les lieux envisagés pour les futures prisons, et notamment la future prison bruxelloise qui s'élèvera à Haren, sont éloignés du centre de la ville, ce qui ne facilitera ni les visites des familles, ni les visites d'avocats ou du personnel de l'aide aux justiciables. Ce choix d'isoler la prison et de la construire hors de la vue des citoyens est symboliquement fort.» (OIP, p.13)

Au fond, ce qui lie toutes ces expériences, c'est l'impératif d'éviter le contact pour éviter l'exercice de la pensée. Et les médias, dans ce schéma, sont les grands organisateurs des dichotomisations. Impossible dans ce cadre, d'envisager des rencontres comme elles ont lieu en Norvège où, après Noël, deux cents participants se retrouvent pendant trois jours et trois nuits dans un hôtel. Parmi les gens, on distingue 5 groupes:

- Les acteurs officiels du système pénal – directeurs de prisons, surveillants, médecins, travailleurs sociaux, contrôleurs judiciaires, enseignants spécialisés, juges, policiers;
- Des hommes politiques – parlementaires, ministres parfois, conseillers toujours, et élus locaux;
- Des représentants de l'«opposition libérale» – profanes intéressés par la politique pénale, étudiants, avocats, professeurs d'université;
- Des représentants des médias;
- Des prisonniers – souvent en cours d'exécution de peine mais bénéficiant de permissions de sortie pour ces quelques jours (...) Certains participants purgent une peine à la suite d'une condam-



Photo: Hugues de Wurstenberge

nation criminelle: assassinat, drogue, vol à main armée, espionnage<sup>22</sup>.

Actuellement, il semble impossible d'envisager cette ouverture d'esprit en Belgique. La réification du détenu, sa relégation au rang d'infra-humain rend plus aisé son instrumentalisation, le grand enfermement et l'absolution de l'État dans son rôle d'organisateur et gestionnaire palliatif de la misère, continuant cette soumission acceptée au marché. Dans cette misère structurelle, le capitalisme trouve de nouvelles brèches, que ce soit les repas intramuros<sup>23</sup>, les services de contrôle et de sécurité (blindage, caméras, bracelets électroniques...) qui font craindre le pire, produisant un spectacle mélangeant séries américaines et JT emplis de scoop qui génèrent un stéréotype du détenu, édifiant un corps social qui s'éloigne de plus en plus de la possibilité d'empathie à son égard et qui dès lors accepte tacitement la prise en charge par le privé de ce qu'il considère comme les scories de ce corps social salubre.

## INÉVITABLE EMPATHIE

Rompre ce lien erroné, c'est ouvrir la porte à une réflexion politique débarrassée de son pathos émotionnel dangereux, pour se dire sans doute qu'il y a trop de gens en prison, qu'elle ne fonctionne pas et demeure une école du crime, et aussi, peut-être, réaliser ensemble que si ce sont les classes socio-économiquement les plus défavorisées que l'on retrouve derrière les murs, ce n'est pas un hasard, mais le fruit d'une société foncièrement inégale, qui ne trouve que comme moyen la prison pour gérer ce qu'elle crée. Penser la prison, c'est donc questionner tout le système social, cela peut être un levier profondément subversif, et un moyen de lutte donc, contre cette société productiviste. De surcroît, le nombre de détenus ne doit plus être perçu comme le signe d'une performance des politiciens, mais au contraire comme leur incapacité à penser autrement.

Dès lors, et au risque de déplaire, dans le chemin vers une société décente nous ne pouvons que dire «nous sommes tous des prisonniers».

Alexandre Penasse

- (1) Citation tirée de l'ouvrage de Nils Christie, *L'industrie de la punition. Prison et politique pénale en Occident*. Éditions Autrement, 2003.
- (2) Ces deux dernières citations proviennent de Nils Christie, *L'industrie de la punition*, ibid.
- (3) Dont le dictionnaire donne comme définition «insérer à nouveau, réintroduire», indiquant bien que la prison serait comme «extérieure» à la société.
- (4) <http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/population/autres/detenu>. Certes, c'est le début de cette technologie de contrôle, mais sa croissance en regard de celle de la criminalité ne répond à aucune logique linéaire.
- (5) Le lecteur se reportera aux ouvrages cités dans cet article pour approfondir l'analyse, et notamment à l'excellent rapport de la section belge de l'Observatoire International des Prisons (OIP), <http://oipbelgique.be/fr/wp-content/uploads/2013/11/Microsoft-Word-Notice-version-2013.pdf>, dont les passages qui sont cités dans cet article seront suivis d'une parenthèse indiquant OIP et numéro de page. Page 9 pour la présente citation.
- (6) Car aucun des trois - informations médiatiques, discours politiques, fictions séries, films et reportages -, n'étaye ses propos sur la réalité. Ce qui paraît plus logique pour les films et les médias, ne l'est pourtant nullement quand il s'agit de des journaux télévisés et de la presse.
- (7) Nils Christie, *Ibid.*, pp 43-44
- (8) *Idem*, p.114.
- (9) P. Mary, F. Batholeyns, J. Beghin, «La prison en Belgique: de l'institution totale aux droits des détenus?», *Déviance et Société*, 2006, vol. 30, n° 3, pp. 389-404, cité dans OIP, p.58.
- (10) «Le trope culturel de la responsabilité individuelle, qui envahit toutes les sphères de l'existence pour fournir un "vocabulaire de motivation" pour la construction du soi (pensé sur le modèle de l'entrepreneur), la diffusion des marchés et la légitimation de la compétition élargie qu'elle implique, dont la contrepartie est la déresponsabilisation des grandes firmes et le défaussement de l'Etat». Voir Loïc Wacquant, *La fabrique de l'Etat néolibéral. «Workfare», «Prisonfare» et insécurité sociale*, dans *Civilisations* vol.59, n°1 – Sexualités: apprentissage et performance.
- (11) Nils Christie, *Ibid.*, p.73.
- (12) Jock Young, «Left realism and the priorities of crime control», 1989, cité dans Nils Christie, p.72.
- (13) A ce sujet, voir notamment, l'ouvrage d'Alain Accardo, A., *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Éditions Agone, Marseille, 2009.
- (14) Voir le numéro spécial de février/mars 2014 «L'école au-delà des apparences».
- (15) Nils Christie, *Ibid.*, p.78.
- (16) Young Jock, *Ibid.*, cité dans Nils Christie, *Ibid.*, p.72
- (17) Linda Evans et Eve Goldberg, «The prison industrial complex and the global economy», 1999, Cité dans Nils Christie, *Ibid.*, p. 142.
- (18) Voir <http://nouvellesprisons.be/fr>.
- (19) «Bilan prisons: les raisons de la colère», Communiqué de presse de l'OIP, voir [http://oipbelgique.be/fr/?page\\_id=25](http://oipbelgique.be/fr/?page_id=25)
- (20) Rappelons-nous la canicule meurtrière de 2003.
- (21) Et c'est d'ailleurs de cette anomie que naît la recherche de valeurs communes au travers des médias, qui ne répondront évidemment pas à la demande mais aggraveront le problème.
- (22) Nils Christie, *Ibid.*, pp. 45 et 46.
- (23) La présence de Sodexo dans 36 prisons françaises sur 8 ans lui aurait ainsi rapporté près d'1 milliard d'euros. Voir OIP p.42.

# LA PRISON: INÉVITABLE QUESTION DE SOCIÉTÉ

Luk Vervaeke a connu l'intérieur des prisons, loin des discours stéréotypés qu'en donnent le plus souvent les médias. Loin aussi de l'image du détenu barbare, sauvage et inhumain. De par son expérience, il a pu nourrir sa réflexion sur la prison et la place qu'elle occupe dans nos sociétés « modernes ».

**Kairos:** Il y a trois éléments importants qui vous rattachent à la prison: vous avez enseigné dans les prisons ; vous avez suivi la situation de Nizar Trabelsi et son transfert aux États-Unis; vous êtes impliqué dans la problématique de Haren avec ce projet de méga-prison. On va essayer de coordonner tout ça... Donc pourquoi Haren, comment vous êtes-vous retrouvé là?

**Luk Vervaeke:** pour moi la construction de la méga-prison à Haren pose un défi à ce que j'appelle la seule grande ville qu'on connaît en Belgique et qui comprend quatre des cinq communes les plus pauvres. Tout le contraste est là: méga-prison/méga-pauvreté. Je trouve que ça interpelle et ça donne aussi l'occasion de peut-être formuler des alternatives, et de se demander « qu'est-ce qu'on fait ». Haren pour moi c'est une petite lumière dans un environnement qui est extrêmement sombre. Donc il y a eu une résistance, quelque chose que je n'ai pas vu autour de Beveren où on a construit une prison, à Leuze, on a construit une prison, à Ostende on annonce sa construction, ils sont tous « très contents ». A Haren, il y a une résistance et elle est composée d'éléments justement dont on a besoin: donc aussi bien des habitants que des activistes écologistes, des activistes anti-prison, etc.

**Sans doute que les luttes se rejoignent et qu'on arrive à un moment donné à une forme de pensée commune. Les premiers habitants sont arrivés là plus parce qu'ils ne voulaient pas de prison à côté de chez eux ; à la limite, au début ils disaient que si elle avait été plus petite, ils auraient été d'accord. Il y a eu les individus venus sous un aspect plus écologiste, et les autres avec un aspect plus carcéral. Ce qui fait sens, c'est qu'on arrive à une pensée homogène. Vous, vous êtes plus venus dans une forme d'opposition au système carcéral?**

Oui, mais selon moi c'est une erreur pour les gens qui s'occupent du système carcéral, on ne peut pas résoudre cette affaire sans poser un débat de société. Il s'agit avant tout d'une politique carcérale, donc c'est une question de société.

**Dans votre livre « Guantanamo chez nous », vous dites que la Belgique aurait pu à un moment donné changer complètement sa politique carcérale et mener une réflexion sur le sujet. Au lieu de cela, elle a complètement glissé vers le modèle américain. Donc ma question: ne pensez-vous pas que c'est comme un grand échiquier, que si on touche au carcéral, on touche à notre modèle de société, à la question de la pauvreté mais surtout de la richesse et des inégalités, au consumérisme qui comme le dit Niels**



Photo: Jean-Marc Bodson

**Christie « met de plus en plus d'objets à voler sur le marché », mais questionne aussi l'échec de l'école, le tissu social, le rôle des médias, et donc que toucher à l'un implique nécessairement de toucher à tout et de tout bouleverser, en fin de compte ?**

Oui, moi j'ai plus rien à dire (rire), c'est bien résumé. On parle d'une évolution qui est en cours pour moi depuis deux ou trois décennies. Les choses ont changé dans un sens négatif à partir des années 90. Et ce n'est pas un hasard qu'on a vu au même moment l'apparition de l'extrême droite sur l'échiquier politique. Il y a une évolution globale. Politiquement tu as une poussée de l'extrême droite à partir des années 90, vous vous souvenez du dimanche noir où le *Vlaams Blok* a doublé ou triplé ses sièges au Parlement. Ce que je veux dire c'est que dans les années 90, tu avais encore De Clerck qui disait « non au tout carcéral ». Il y a différents facteurs qui expliquent qu'on a pris cette piste. D'abord le climat général, les années 90, le début de la guerre en Irak, la percée de l'extrême droite après la chute du socialisme réel, la croissance de la pauvreté. S'est ajoutée à cela l'affaire Dutroux qui a amené à un durcissement de la politique carcérale comme jamais auparavant. On a fait payer à tout le monde l'indignation populaire. Cela a eu un effet sur la longueur des peines, la libération conditionnelle. Et l'incarcération beaucoup plus importante des délinquants sexuels. Ensuite, je trouve que les discussions sur la prison doivent se faire à un niveau mondial, en ce sens la guerre contre le terrorisme a eu un effet de durcissement aussi, en particulier sur les populations d'origine immigrée. Et donc l'association terrorisme/immigration fait son apparition déjà dans les années 90 mais en particulier à partir des attentats du 11 septembre. Donc ces trois éléments: la crise et la montée de l'extrême droite,

la question des délinquants sexuels, la question du terrorisme, tous ces éléments font un ensemble et la politique belge, qui n'a aucun caractère suit le mouvement, avec des politiciens qui suivent la tendance de la piste américaine. On dit souvent qu'il y a une globalisation économique, mais ceci vaut aussi au niveau des idées, et on sous-estime le fait que la domination économique et militaire se transmet aussi au niveau idéologique et politique. Le modèle dominant diffuse aussi son modèle carcéral. Le modèle européen qui se caractérisait par plus d'humanisme, moins de prison, ce modèle est tout à fait mis sous pression et recule de plus en plus.

**Est-ce qu'on peut exercer une politique pénale autonome sans rompre radicalement avec les États-Unis? Quand on pense à la loi de compétence universelle où 19 Irakiens attaquent le général américain Tommy Franks qui a participé à des massacres en Irak<sup>1</sup> et qu'à ce moment-là on menace de changer le siège de l'Otan ; où bien lorsque l'avocat belge Jan Fermon est empêché de transiter par les États-Unis pour aller à un congrès au Costa Rica, on mesure le pouvoir de pression énorme.**

C'est pour cela qu'on ne peut pas scinder la politique carcérale dans l'ensemble...quand je vois l'engagement de la Belgique dans la guerre contre le terrorisme, l'analyse montre que ce qui a été fait aussi bien en Irak qu'en Afghanistan est une catastrophe. Donc il n'y a rien qui a été résolu, au contraire on a vu se propager cette incandescence qu'on voulait éteindre, partout dans le monde. La Belgique s'est transformée en province ou État des États-Unis. Un exemple, en Afghanistan, les Belges sont restés jusqu'au dernier, contrairement à beaucoup d'autres pays européens qui étaient déjà par-

tis longtemps avant ; en Lybie, les Belges ont jeté plus de bombes que les Anglais ; en Irak, ils livrent de nouveau des forces militaires, comme les F16. Donc, cet engagement est une monnaie d'échange pour avoir des bonnes relations avec les Américains. C'est dramatique: nous ne sommes même pas au courant qu'on est en guerre ; le mouvement pour la paix, il est mort. Donc, oui, c'est évident, il faut une rupture radicale avec la politique américaine et à tous les niveaux. Et établir peut-être des bonnes relations avec ceux qu'on appelait les pays du tiers-monde.

**Par rapport au TTIP et l'influence que cela pourrait avoir sur le carcéral en Belgique, y a-t-il des informations? Quand on sait qu'aux États-Unis, il y a beaucoup de prisons privées, que le travail dans le carcéral américain rapporte de l'argent, on se dit qu'on pourrait très bien attaquer un État parce qu'il n'a pas assez de détenus ou qu'il ne les fait pas travailler?**

La question de la privatisation se pose aussi en Belgique. La formule qu'ils ont trouvée: DBFM (Design - Build - Finance - Maintain), c'est une formule de privatisation de la prison qui non seulement va aussi engager deux/trois générations après nous qui vont devoir payer pour devenir propriétaires de cette prison ; et puis, deuxièmement, on sait très bien que dès que le privé entre sur un marché, c'est pour faire de l'argent. Ils n'ont pas un rôle social à remplir. Donc dès que l'on introduit le privé dans tout cela, il devient de plus en plus difficile de changer de politique parce que les prisons doivent être remplies et rentables pour que le privé en profite.

**En fait la privatisation suit le mouvement de déshumanisation et l'amplifie. Nils Christie disait dans son livre « quand on voit le délinquant comme un membre d'une autre espèce, une non-personne, une chose, il n'y a pas de limites aux atrocités possibles ». C'est vers quoi conduit la privatisation. Quand on est un fonctionnaire et qu'on doit s'occuper d'un détenu, ce n'est pas du tout la même chose que lorsqu'on est un contractuel et qu'on est juste un pion dans une entreprise privée. Justement à ce sujet, la question de Nizar Trabelsi<sup>2</sup>, elle est évidemment délicate, moi qui ai travaillé dans les prisons je peux tout à fait l'entendre, ayant peut-être appris à voir la part d'humanité de l'être malgré les faits qu'il a commis. Mais comment on peut aborder cela avec un quidam ?**

Eh bien, c'est assez simple. Tout d'abord il a fait sa peine pour laquelle il a été condamné en Belgique jusqu'au dernier jour sans un congé pénitentiaire, sans avoir droit à la libération conditionnelle, et cela a été encore prolongé pour qu'il paie en faisant de la prison. Il a fait 10 ans d'abord et finalement 11 parce qu'il avait une amende qu'il ne pouvait pas payer.

**Donc quand il a été transféré sa peine était quasiment finie ?**

Non pas quasiment, elle était à 100% finie. Donc il était encore en prison en attendant la décision de l'extradition, c'est la seule raison. Donc moi j'ai écrit: «pourquoi vous gardez quelqu'un pendant 11 ans en prison quand il a été condamné à 10? ». Alors ils m'ont dit «non, non, on parle d'une nouvelle affaire, maintenant il est seulement en prison parce qu'il attend la décision sur son extradition.»

**Les États-Unis le voulaient ?**

Les États-Unis le voulaient depuis 2008.

**Et qu'est-ce que le gouvernement a eu en échange ?**

Nizar Trabelsi fait partie d'une monnaie de guerre... en acceptant toutes les demandes des États-Unis, on fait bonne figure et on est dans le classement supérieur.

**D'ailleurs De Crem a été proposé un moment donné comme chef de l'Otan.**

Il a raté, mais peut-être après, la carrière politique est longue... Ce que vous dites sur Trabelsi c'est assez simple: moi je ne demande aucune sympathie pour ces idées, la question dont il s'agit ici c'est «est-ce que dans ce pays, il y a une catégorie de gens pour laquelle il ne faut pas respecter la fameuse Déclaration des Droits de l'homme». Pour moi, les Droits de l'homme, c'est pour les gens qui ne l'ont pas, c'est-à-dire ceux qui sont vraiment dans la marge. Et là c'est le test de ce que veut vraiment dire «Déclaration des Droits de l'homme». Ce que je veux dire c'est: «Il a fait sa peine, il a été extradé illégalement aux États-Unis, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné deux fois la Belgique qui a demandé d'examiner le dossier pour savoir si Nizar Trabelsi courait un risque de torture, de traitements inhumains et dégradants».

**Il est depuis deux ans en cellule d'isolement ?**

Maintenant, oui! La Belgique a alors dit: «On veut bien respecter votre décision mais entre-temps est-ce qu'on ne peut pas l'extrader?». La Cour européenne a dit «non!», et on vous avertit que si vous le faites, vous serez soumis à des sanctions».

**Ils ont eu une amende de 90000 euros, c'est ça ?**

Oui, c'est une sanction politique, mais ils s'en foutent: ils font le calcul «qu'est-ce que ça nous coûte si on laisse Trabelsi ici... je demande le minimum pour tous les gens, mais même ce minimum ça devient dangereux pour les gens qui sont sur leurs listes d'extrémistes.

Je trouve, et cela fait partie de la discussion sur la méga-prison, qu'il y a certaines catégories: les criminels dangereux, les patients psychiatriques ingérables, les terroristes, ces catégories-là, on leur applique selon moi un système type Guantanamo, et apparemment on peut se permettre tout. Tu prends le cas de Farid Bamouhammad, appelé Farid le fou par les médias, mais ce que ce mec a vécu c'est d'une inhumanité mais du jamais vu. Est-ce que la situation des 1 100 patients psychiatriques dans notre pays est acceptable? La réponse est vite donnée. Ensuite, le traitement des suspects terroristes est pour moi à la Guantanamo aussi. La Belgique a collaboré avec Guantanamo par des extraditions et en même temps on voit l'importation des pratiques de Guantanamo sur notre territoire. Exemple: il y aura bientôt le procès, en avril 2015, de neuf policiers qui ont pris service à la prison de Forest, et qui ont fait régner un régime comme à Abou Ghraib. Des policiers cagoules qui ont amené un détenu, l'ont déshabillé, mis à nu, l'ont obligé d'insulter le prophète, sa mère, jusqu'à ce qu'il pleure. Alors ils ont dit: «Tu pleures comme un enfant». Les policiers ont mis de côté la directrice de la prison et les gardiens qui voulaient protéger les détenus, ils ont donc carrément fait un coup d'état dans cette prison. En 2013, il y eut non-lieu. Ce n'est que parce que l'avocat De Beco a continué les plaintes avec un des détenus qu'il y aura le procès en avril. Pour moi cela illustre l'infiltration des pratiques américaines, de manière invisible, en marge. Et dans ce cadre, les premiers responsables, ce ne sont pas les policiers, ce sont ceux d'en haut. Il y a une culture, une atmosphère, une politique qui amène à des choses pareilles.

**Je pense aussi que cette dichotomie entre les bons et les mauvais, elle est entretenue par les médias, par les séries policières, tout ce qui empêche de se mettre à un moment à la place de l'autre, dans cette vision humaniste où l'on se dit: «L'autre aurait pu être moi». Pour moi, mon premier job dans un service d'aide aux détenus, ça a vraiment été une école à l'esprit critique. Mais je crois que beaucoup de gens sont encore dans cette idée de schisme entre monde extérieur/monde carcéral, où l'on ne se préoccupe pas de la prison. Mais quand on va derrière les murs, on se rend compte du spectacle. Donc**

**ce qui se passe avec Haren peut être un levier pour conscientiser plus de gens. Je voulais vous entendre sur ce que votre expérience avec les détenus vous a apporté ?**

J'ai surtout beaucoup donné, oui j'ai reçu du respect et de l'appréciation pour mon travail, ça c'est clair. La question fondamentale pour moi est que l'on est en train de perdre beaucoup d'humanité, de l'empathie pour l'autre, et donc on est dans une situation dangereuse dans le sens qu'il y a un fascisme d'état qui n'est pas pour la majorité mais pour une minorité. Quand je pense que les camps de concentration dans l'Allemagne nazie n'étaient qu'un aboutissement de la politique qui a été menée avant où étaient visés les délinquants, les asociaux, les malades, ça c'est fait sous les applaudissements de la majorité. A quoi on assiste aujourd'hui: «oui, il faut pendre les terroristes, les exécuter», c'est ça qu'on peut lire dans les commentaires. Ce qu'il y a, c'est qu'on se croit en dehors de la barbarie, en ce sens ce qui m'intéresse moi, ce n'est pas la violence de la minorité bien que je la condamne, soyons clairs, mais ce n'est pas difficile, mais la question qui se pose c'est «où est la violence de l'État et est-ce que vous voyez cette violence invisible». Il faut lever le voile sur ça et un peu mettre à nu cette civilisation et cette soi-disant humanité qui ne sont devenus pour cette catégorie là que des mots.

**Justement Haren répond un petit peu à cela, ils anticipent, donc maintenant les prisons vont être «humaines», il va y avoir des places centrales comme un village, plus de barreaux aux fenêtres...**

La question des prisons est devenue un argument de vente pour avoir une place de parlementaire, sénateur, etc. C'est un sujet par lequel on peut se faire élire. Stefan De clerck et Didier Reynders, avant les élections de 2009, ils ont organisé un événement qui s'appelait *Prison Make*, aux Beaux-Arts, c'était sur une affiche *Wanted*. C'était pour présenter les nouvelles prisons du Masterplan. C'était pas du tout une concertation, c'était une information pour énoncer comment ils allaient faire. Avant, il y a eu Dewaele, qui a organisé à la prison de Tongres, qui a été fermée un moment donné parce qu'elle était trop vieille, ils l'ont transformée en musée-prison, et après ils l'ont ré-ouverte en tant que prison pour jeunes. On a mené campagne pour garder cette prison-musée, et qu'est-ce que Dewaele a fait, juste avant l'ouverture, il a organisé ce qu'il appelait un *jailhouse lounge*. Ça c'est maintenant les mots de nos politiciens. Donc on buvait du champagne dans les cellules, on dansait dans les préaux, honteux quoi! Ce qu'on voit maintenant à travers la nouvelle prison de Beveren, c'est le modèle de la nouvelle politique carcérale, et je suis certain que la prison de Haren ils veulent la même chose, le modèle international, le «village pénitentiaire». J'ai un ami qui a été visité la nouvelle prison de Leuze qui m'a dit: «Moi je ne pourrais pas survivre là-dedans, il y a un silence absolu, tu n'entends même plus l'ouverture des portes, tu n'entends plus ton voisin, tu ne sais plus crier dans le préau». Ce que j'ai adoré à Saint-Gilles d'ailleurs c'est qu'il y a encore une vie. Ce sont des tombes qu'ils construisent. D'ailleurs à Beveren, quelques mois après l'ouverture, 17 détenus ont écrit une lettre en disant que c'était impossible de vivre là-bas. Et il y a un petit détail dans le luxe qu'il présente, c'est qu'il faut avoir les sous pour le payer.

Le problème central c'est que les prisons sont devenues des lieux de dépôt de déchets. On gère les déchets.

**Propos recueillis par A.P., mars 2015.**

(1) Le 14 mai 2003, s'appuyant sur la loi de compétence universelle, dix-neuf irakiens portent plainte devant le parquet fédéral à Bruxelles, pour crimes de guerre commis par les troupes américaines lors de l'invasion de Bagdad.

(2) Nizar Trabelsi a été condamné pour avoir planifié un attentat contre la base militaire de Kleine Brogel.

# LA LUTTE CONTRE CE QUI DÉTRUIT EXALTE UNE HUMANITÉ OUBLIÉE

Rencontre avec Laurent Moulin et Stéphanie Guilmain, deux responsables du comité de quartier de Haren qui organise notamment des balades et entretient les sentiers. C'est en voulant contacter les propriétaires d'une partie du Kelbeek qu'ils se sont rendu compte que le projet de la méga-prison de Haren allait beaucoup plus loin que ce qu'on leur

en avait dit. Parti d'un souci de protéger les espaces verts, la lutte s'est vite muée en une lutte politique avec la nécessité de conscientiser les citoyens devant des médias qui ne le font pas, de confronter les politiques à leurs contradictions. Avec en fin de compte, peut-être, une modification profonde et intéressante de la vie démocratique dans le quartier.

## Kairos: Comment tout cela a débuté ?

Stéphanie: «Je suis Harenoise, je fais partie du comité de quartier. J'ai appris le projet prison via les médias parce qu'il n'y a pas eu de concertations à ce sujet. Au départ, ils disaient que c'était une petite prison pour environ 300 détenus et quand on a été mendié, parce que c'était vraiment ça, des informations, on nous a plutôt désinformés et puis ils sont arrivés avec ce super méga projet...»

## Désinformés, tu veux dire qui vous a désinformés ?

«Le Fédéral, les instances politiques... on allait demander des informations et c'était "faut pas vous inquiéter, rien n'est fait, ce ne sera que sur les usines désaffectées", et patati et patata...»

Laurent: «En janvier 2012, Thielemans a encore parlé du site de l'Otan pour le projet prison.»

## Donc vous allez les voir et vous vous rendez compte...

Stéphanie: «... Qu'ils se jouent de nous!»

Laurent: «et sans arrêt on passe de "trop tard" ou "trop tôt"».

## Vous découvrez le projet par les médias. Qu'est-ce qu'ils disent au début ?

Stéphanie: «"Pour le remplacement des prisons de Forest, Saint-Gilles, Berkendael, ils ont trouvé un site à Haren pour construire une prison." Ils ne disent pas la taille, juste qu'ils ont trouvé un site.»

Laurent: «Quand on a contacté les propriétaires du terrain, c'était en décembre 2011, on a écrit à la ville, on n'a pas reçu de réponse; en janvier 2012, il y avait le forum de quartier où on ne savait pas trop: "rien n'est fait", "c'est sur le site de l'Otan"... début février, c'est là qu'il y a appel d'offres pour les consortiums pour la construction d'une prison de 1 190 détenus à Haren. Là, on a mendié effectivement pour avoir un rendez-vous avec la régie des bâtiments, qui après annulation, a quand même eu lieu, et où l'on a vu tout le terrain qu'ils étaient encore occupés d'acheter et que, manifestement, il y a eu des *workshops* avec la ville à ce moment-là. La ville a prétendu n'avoir été mise au courant qu'en février par rapport à l'étendue, alors qu'on sait très clairement que l'administration avait des infos, mais qui n'ont pas été partagées. Et les politiques, notamment Thielemans, s'offraient encore le luxe de raconter n'importe quoi face à tous les habitants.»

## Quand le comité le découvre, il réagit comment ?

«Donc la première chose qu'on ait faite c'est informer, donc on a fait pas mal venir la presse pour essayer de toucher les habitants.»

## Ils sont venus ?

«Oui, on a fait «Image à l'appui» avec RTL, y'a eu beaucoup de presses flamandes. Pour montrer que c'est un espace vert, ça c'était notre moteur: on voulait montrer que c'était utilisé et que c'était beau et non pas un endroit perdu, inutilisé à valoriser parce que c'est comme ça que le projet est vendu: «c'est moche, la prison va...»... la ville a osé dire que c'était une opportunité pour Haren. En septembre 2012 on a interpellé le Collège en demandant en quoi c'était une opportunité. Ils ont déblatéré toute une série de choses qu'ils font depuis toujours dans Haren et qu'il n'y a vraiment pas de problème, ils ont vraiment contourné...»

## Mais en quoi disent-ils que c'est une opportunité ?

«Ben justement, ils n'ont pas su répondre.»

## Ils ont quand même parlé de l'emploi des jeunes.

«Le principal truc c'est «ça va augmenter les fréquences»...»

## .. et ce sera bon pour les commerçants...

«Oui ça aussi «c'est bon pour les commerçants, ça va augmenter la fréquence des transports publics et éventuellement l'emploi. Y'a une personne du village qui travaille pour la cellule emploi de la ville de Bruxelles qui a dit «on va plus lutter contre, on va faire en sorte que ça devienne bien», en parlant de l'emploi. Mais la question c'est «est-ce qu'on veut qu'une grande proportion de Haren soit gardien de prison?»»

## En ce sens, les gens qui étaient pas au comité, que vous allez voir, qui peut-être au départ se préoccupaient plus de problèmes de mobilité et de la crainte de ne plus pouvoir avancer en voiture, est-ce que parmi eux il y en a qui un moment donné peuvent aller au-delà de cet intérêt personnel et réfléchir plus à un niveau sociétal ?

Stéphanie: «Au niveau social, je vais vous dire simplement une réflexion des jeunes «ah bon, ils ont trouvé l'argent pour faire une prison mais ils ne l'ont pas trouvé pour nous faire un terrain de foot convenable.»»

Laurent: «Mais après, la discussion avec les adultes c'est pas toujours facile à amener. Par exemple, pour le moment, les jeunes font des feux, jouent avec leur moto, et une fois avec un voisin on discutait et je lui disais «si y'a plus cet espace-là les jeunes vont faire des feux dans le village», ce à quoi il répond «c'est pour ça qu'il faut plus de flics dans le village». C'était d'ailleurs un des avantages que certains habitants y voyaient, c'était plus de flics dans le village. Une des craintes des habitants c'est qu'on est loin du commissariat et des patrouilles de police et ils se sentent un peu perdus. Mais donc il y a beaucoup d'habitants qui sont très catégoriques, quand on parlait de la prison, ils étaient prêts à les envoyer plus vers l'étranger, "au moins c'est bien ça va coûter moins cher..."»

Stéphanie: «... "Les enterrer"...»

Laurent: «"Les enterrer", ça j'ai pas entendu (rire)... mais les envoyer à l'étranger...»

Stéphanie: «... Au fait avec Isabelle de l'IEB, on faisait le tour pour essayer de sensibiliser les gens, dans les cafés, y'avait un petit groupe de vieux qui tapaient la carte et qui ont dit "ah mais c'est pas grave, on a qu'à faire comme dans le film et les enterrer sous terre...". Ils étaient un petit peu dans la science-fiction.»

## C'est un peu ce qui se passe, ce qu'on montre à la télé. Est-ce que cette question du carcéral, dans la conscience collective des Harenois a un peu évolué.

Laurent: «Je pense qu'elle a beaucoup évolué. Stéphanie a participé aux ateliers urbains, ils ont fait des affiches, il y a des habitants qui ont placardé dans tout un quartier des affiches et c'était un moyen de parler, notamment des premières photos qu'on a vues du projet: "ah, c'est trois étoiles, etc..."", et là on a réussi à discuter et les gens se sont dit "ah oui, en effet, c'est pas trois étoiles, c'est pas cool d'être enfermé". On se rend donc compte que quand tu prends les gens un à un et que tu amènes les débats comme ça, ils sont raisonnables et ils sont tout à fait d'accord de dire qu'il faut quelque chose de social, qu'il faut quelque chose pour nos jeunes. On rencontre d'autres personnes aussi, et les gens qui se baladent sont très réceptifs à la discussion maintenant et ont pu évoluer vers la conscientisation sur la prison.»

Stéphanie: «On a aussi fait avec les ateliers urbains d'IEB une vidéo docu d'une vingtaine de minutes où on a rencontré plein de professionnels. Là où on est vraiment interloqué c'est que ces professionnels disent tous que ce projet est foireux et qu'il faut le

stopper. Mais le train est en route et ils ne veulent pas le freiner. Finalement on écoute pas les professionnels, on écoute pas les détenus et les parents de détenus. Quand on a projeté le film ici à Haren, on a eu des Harenois mais aussi des gens de Diegem, Machelen, et on a eu des débats avec des professionnels et cela a vraiment ouvert la conscience des gens et ça a changé leur façon de voir. On dit toujours "on punit pas du tout en Belgique, y'a pas de justice", mais c'est tellement facile de faire peur aux gens! En France il y avait une campagne d'affichage "Ebola est dans la rue", tout le monde avait hyper peur, regardait leurs voisins; et bien ici, ils font la même chose mais avec un autre message: "y'a pas de sécurité". Encore hier je discutais avec quelqu'un qui me disait "ça va être bien à Haren, si vous avez une prison vous allez avoir des caméras dans vos rues", mais moi je ne veux pas de caméras dans les rues, c'est bon, on est déjà assez surveillé comme ça.»

**Et est-ce que les Harenois se rendent compte que derrière cela, y'a des intérêts privés essentiellement ?**

«Oui, déjà on leur a expliqué ce qu'était le partenariat public-privé, ils ne savaient pas du tout. On leur a expliqué ce qui était en jeu et que les pouvoirs publics vont devoir trouver autant d'argent et qu'ils le trouveront dans les impôts en créant de nouvelles taxes. La question c'est "est-ce que maintenant tu trouves que l'on est dans un État où on doit être super-protégé; tu veux un tank au coin de ta rue"? Faut vraiment aller loin dans les images avec les gens.»

Laurent: «Et c'est vraiment ce qu'on ressent comme changement maintenant: avant on essayait de défendre notre espace vert et puis on nous répondait dans les médias "oui, mais la situation à la prison de Forest...", et finalement nous on était tout petit et on se disait "oui mais au fait c'est nous qui sommes ignobles", on lutte donc contre quelque chose et du coup les gens sont encore plus sombres... alors qu'aujourd'hui, grâce à cette conscientisation, à ce film, on comprend mieux la réalité, on se rend compte que c'est des humains à l'intérieur et qu'au fait le problème c'est nous, qui mettons toutes ces personnes dedans. Je suis étonné maintenant de la facilité que l'on a de discuter avec n'importe qui dans le village, les gens se disent "mais c'est vraiment triste de mettre tous ces gens en prison, etc."»

**On déshumanise les détenus évidemment, donc il y a des gens qui ont pris conscience que c'était des êtres humains à l'intérieur ?**

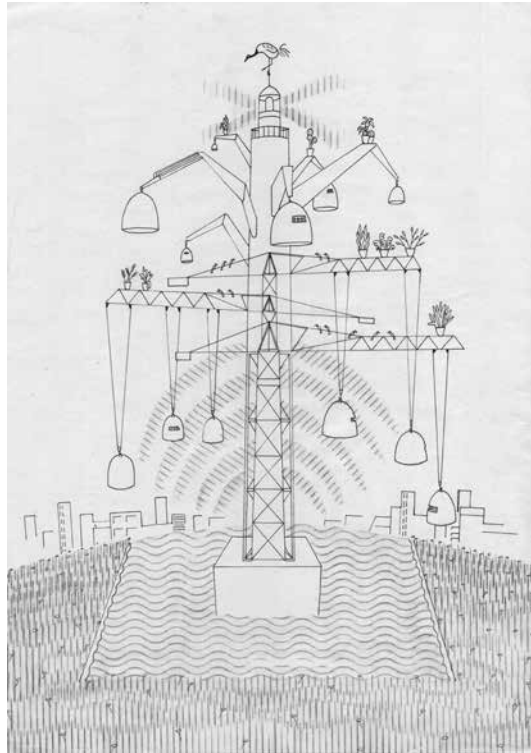
«Ben, déjà nous!»

Stéphanie: «Quand on a fait le film, on a rencontré les voisins de la prison de Saint-Gilles et Forest qui nous expliquaient leur quotidien en tant que voisin et y'a une dame qui a dit "vous devez vraiment vous rendre compte que ce sont nos voisins, on les connaît pas, on les rencontre pas en rue, ils sont là, ils sont dans notre jardin... ce sont nos voisins". Quand ils rentrent de promenade au fait, ils sont appelés par numéro, c'est du bétail qu'on rentre! Quand on rentre en prison, on perd notre citoyenneté. Même les visiteurs sont maltraités. Même si les détenus sont là à cause de faits qu'ils ont commis, ce sont toujours des êtres humains.»

**Oui, et la question des faits, c'est la société qui dit quels faits sont punissables.**

Laurent: «Oui, exactement.»

**Pour revenir sur le rôle de la presse, vous disiez qu'ils étaient venus tout de suite, mais qu'est-ce qu'ils ont fait après? Je me dis que si les médias avaient fait leur boulot, ce serait mieux connu, s'ils avaient questionné les gens qu'ils ne questionnent jamais...**



«Au tout début, c'était 100% par rapport à la mobilité et à l'espace vert. Après on a nourri le débat, mais on n'a pas eu encore dans les médias de grandes discussions par rapport finalement à la place de la prison dans la société. Au moins cette lutte contre la prison nous aura rendus un peu plus humains.»

## «Au moins cette lutte contre la prison nous aura rendus un peu plus humains»

**Donc c'est un peu paradoxalement à travers la lutte contre quelque chose qu'on se rend compte, qu'on se rencontre... mais est-ce que vous vous dites quand même qu'il y en a certains qui ne changeront pas ?**

«Y'en a toujours qui réclament la peine de mort aujourd'hui! On a aboli l'esclavagisme, mais on n'a pas encore aboli la manière dont on fait les prisons. Moi je ne savais pas que ça existait des abolitionnistes pour les prisons. Quand on dit ça on vous dit "ouai, mais tes filles vont se faire violer dans la rue", mais je dis "mais mes filles elles se font d'abord écraser par les voitures, et après regardez, on éduque nos enfants mais on les éduque pas en les enfermant dans leur chambre". Ici, je me dis, si on peut vraiment lancer un mouvement citoyen et pas seulement des experts du milieu, on peut arriver finalement à quelque chose de plus grand.»

Stéphanie: «Moi j'aimerais bien réagir sur ce qu'on disait, que c'est quand même une lutte bruxelloise et belge. Je vais simplement donner l'image de ce chemin qui nous mène à Diegem, ce lien est historique et a toujours été emprunté, et autant au niveau de la politique on parle de séparatisme, ce lien est un pied de nez parce que ça nous relie à la Flandre, les Flamands viennent chez nous et nous on va chez eux et on se rencontre. On ne se sent pas que Bruxellois, que Harenois ou que néerlandophones, on est des amis et on se rencontre. C'est vraiment très symbolique, et le fait de détruire ce lien c'est encore donner une raison à certains pour dire que le séparatisme est une bonne chose.»

**Sinon, outre le fait que certains se rendent maintenant compte que ce sont des intérêts privés dans ces constructions, est-ce qu'il y a pu avoir un débat aussi sur le fait que c'est des "prisons de la misère", que c'est la pauvreté et notamment l'austérité qu'ils sont en train de construire qui va amener plus de détenus et qu'ils pourraient très bien laisser les prisons de Forest et Saint-Gilles ouvertes [en plus de celle de Haren].**

Laurent: «Le Keelbeek permet toute une série d'autres discussions. A grande échelle, c'est difficile de savoir si beaucoup d'Harenois on évolué mais c'est vrai que de plus en plus de Harenois vont vers le Keelbeek et même si la prison reste un sujet difficile, y'a de l'humanisation de tout ça et de la conscientisation. Encore ce matin, les gens disaient "ce qu'on a besoin c'est de l'espace pour nos enfants, de l'encadrement pour nos familles, du soutien social pour chacun (...) on voit de la misère et c'est ça qu'il faudrait faire plutôt que d'enfermer nos enfants".»

**Ils viennent toujours avec un gros bazar au début, vous avez pas peur qu'ils disent un moment «on va faire une plus petite prison et on va vous intégrer à la discussion».**

«Depuis le début, ils disent qu'ils vont nous intégrer et pour le moment on n'a rien vu. Il y a vraiment du sens à ne pas faire juste confiance aux institutions, d'autant plus que les réponses qu'on reçoit jusqu'à présent sont très évasives: on a rencontré le Fédéral qui disait "mais on n'a pas décidé où, c'est la Régie du bâtiment", puis la Régie du bâtiment dit "nous on exécute".»

**Et de l'autre côté c'est un peu les privés qui sont en train de réfléchir à ce qu'ils vont faire ?**

«Exactement. Et puis on se rend compte que la Cour des Comptes a dénoncé le projet, que les études demandées n'ont pas été faites.»

**Et ce questionnement de remettre, penser toutes les choses ensemble, aucun média ne l'a relayé ?**

Stéphanie: «Non, les médias n'ont pas relayé ça.»

**Donc même quand vous en parlez et que vous les voyez...**

«Au fait c'est vrai que les médias quand ils en parlent c'est toujours les mêmes points; ils ont repris ce qui les intéressait, et puis il y a souvent le "ah, mais on va voir avec le chef de la rédaction ce qu'on peut ou pas publier".»

Laurent: «Ce serait pas mal que par le non-endorsement des foules, on arrive à faire quelque chose. Et justement, la manière dont nous évoluons, dont les débats évoluent, me donne relativement confiance. Au départ on a peur et on défend juste notre espace vert, et puis après on se dit que ce sont ces décisions qui sont mal prises. Et si au minimum les décisions au pouvoir sont prises de manière émotionnelle, qu'au moins nous on arrive à mettre la bonne émotion sur le devant de la scène.»

**Il faut peut-être ne pas attendre que ce soit toujours les politiques qui prennent les décisions, et engager un changement fondamental dans nos démocraties.**

«Ça passe aussi par la volonté des gens de réagir, et pour l'instant je pense qu'un des gros problèmes ce n'est pas uniquement que "ils sont pourris en haut" mais que beaucoup réagissent émotionnellement. On l'a vu avec Dutroux: gros mouvement populaire mais ça n'a pas été du tout positif pour les prisons.»

**On reste dans cette logique «il n'y a pas d'alternative», alors que vous avez dit non et proposé le projet de ferme.**

«Oui, je pense qu'il faut aller plus loin et proposer aussi des alternatives. C'est pas en écrasant plus ceux qui ont déjà des problèmes qu'on va sauver nos enfants. C'est en permettant aux autres enfants de grandir comme les nôtres.»

Propos recueillis par A.P., mars 2015

# DES CHÈVRES À LA PRISON...

Entretien sur le terrain du Kelbeek avec Raf Knops, militant écologiste qui, de par la lutte de Haren, s'est naturellement rapproché de la question carcérale et a pris conscience de la façon absurde dont elle était gérée politiquement. Ou comment la nature et le social se rejoignent...



Illustration: Agathe Payen

**Kairos:** Bon Rafael, qu'est-ce que tu fais ici? (nous promenant sur le terrain avec les chèvres).

**Raf:** «Pour nourrir les chèvres il faut les faire circuler. J'essaie un peu d'imiter la nature, donc dans leur état naturel, elles font jusqu'à 10 km par jour.»

**Mais dans le futur «village carcéral», elles pourront circuler à l'intérieur du village, non?**

«J'ai peur que tu ne sois pas bien au courant, car il n'y aura pas de village carcéral ici.»

**C'est-à-dire?**

«Tu t'es pas renseigné? Y'a une ZAD (Zone À Défendre), on occupe le terrain, et on n'a pas l'intention de laisser faire quoi que ce soit ici.»

**C'est bien, rien n'est fait donc?**

«Si, le début d'une ferme écologique est en train de se faire.»

**Explique...**

«En fait, on nous enquiquinait toujours avec «ouais, les gars, c'est quoi votre projet alternatif». Mais je me dis «d'abord y'avait la nature, et ce sont les foutus d'humains qui ont fait un projet alternatif à la nature». Ils détournent au fait la situation, ils disent «c'est quoi votre projet alternatif à la prison». Non! nous on veut le projet initial: la nature. Ils ne comprennent pas que la nature était là avant, donc on va les satisfaire et on va introduire une ferme écologique, comme ça on produit quelque chose, on peut vendre quelque chose, et puis ils sont contents, ils nous laissent tranquilles.»

**Tu penses qu'ils accepteront le truc?**

«Ils n'ont pas le choix, on est là les premiers.»

**Et explique un peu comment tu es arrivé ici. Tu étais sensible au carcéral?**

«En fait non, j'avais une vague idée que ce qui se passait dans les prisons, c'était pas vraiment génial, et donc j'avais une vague idée que dans les pays scandinaves ils avaient un peu plus creuser la question que nous et sont arrivés à des résultats plus convaincants: il y a beaucoup moins de récidives, ça coûte beaucoup moins cher à la société. Je suis venu en premier lieu pour la lutte écologique, mais avec les discussions autour du feu, j'ai commencé à m'intéresser à la politique carcérale, j'ai lu un peu, j'ai parlé avec pas mal de gens et puis c'est complètement débile au fait ce qu'ils sont en train de faire. Mais si prison il devrait y avoir, certainement pas une prison de 1200 détenus parce que c'est laisser la porte grande ouverte à des problèmes, des mutineries... d'abord ils n'ont déjà pas assez de matons pour faire le boulot qu'il faudrait faire dans les prisons, il y a des cellules de libres dans les nouvelles prisons qui ont été construites en Flandre...»

**Donc tu as lié la question carcérale en partant de la lutte écologique?**

«Moi, en premier lieu je suis toujours dans la lutte écologique, mais ce qui est intéressant sur cette ZAD-ci, c'est qu'au fait il y a trois luttes comprimées sur un lieu: tu as la lutte écologique, tu as la lutte pour la récupération des terres agricoles et contre les OGM et tout ce qui se fait dans l'agriculture industrielle et puis la lutte contre les prisons et les politiques carcérales. C'est ça qui est chouette et qui anime aussi les débats, il y a plein de gens avec des points de vue différents.»

**Il y en a qui ont fait le chemin inverse, qui sont partis de la lutte contre le carcéral vers la lutte pour l'environnement?**

«Oui, c'est cela qui est chouette. Et le chemin n'est pas encore terminé; par exemple, y'a quelqu'un qui est là surtout contre la prison et, je caricature pas, mais il boit toujours du Coca, et nous, on le voit arriver avec sa bouteille de Coca et on lui dit «t'as pas bien pigé le schmilblick!». Pour le moment, gentilement, on essaie de le pousser dans ce qu'on croit la bonne direction, et donc oui c'est chouette, il y en a qui font le parcours inverse.»

**Est-ce que ceux qui voulaient bien une prison au départ, mais une «petite», qui avaient peur que ça crée des embouteillages... est-ce qu'eux ont un peu élargi le problème?**

«Il y en a peut-être quelques-uns qui trouvant ce qu'on fait sympathique, ils ont fait un petit bout de chemin, mais honnêtement je me suis rendu compte un moment donné que je perdais mon temps à essayer de convaincre la population. Je m'inspire du modèle «masse critique»: si on arrive à convaincre 10% de la population, on gagne à tous les coups. 50% de la population, ce sont des moutons qui vont dans le sens d'où vont les meneurs. Donc tu as un gouvernement de droite, du moment qu'on les laisse devant la télé avec leur Coca, c'est bon, ils suivront. J'oublie donc la quantité et j'y vais pour la qualité.»

**Donc ici dans la ZAD, y'a pas beaucoup de gens du coin?**

«Y'a une bonne dizaine de personnes mais sans qui on aurait pas tenu l'hiver. Je pense à une femme qui est presque là tous les jours, qui a deux enfants et un mari, qui a donc de quoi faire à la maison, mais

elle a choisi d'aider la ZAD. Avec ces gens-là, tu changes le monde.»

**Sinon, pour toi, le combat est gagné?**

«J'étais là un mois après la première occupation, ça fait 6 mois maintenant que je suis là, j'ai vu changer les choses. L'énergie qu'il y a maintenant, elle est hyper positive, hyper constructive, on a des ressources humaines fantastiques et de plus on s'aperçoit que tous les acteurs impliqués dans le monde carcéral, tout le monde est contre, sauf les sociétés privées qui vont se faire du pognon: la magistrature est contre, le syndicat des policiers est contre, la ville est contre. Quand tu vois ça et la détermination sur le terrain, ça va pas se faire cette prison! On s'est mis devant les bulldozers deux fois: la première fois j'étais tout seul et donc ils sont passés, la deuxième fois ils ont dû faire demi-tour, et il y avait des policiers présents qui ne nous ont même pas demandé notre identité, ça veut dire quelque chose.»

**Et les bulldozers, c'était qui?**

«Des sous-traitants de la régie des bâtiments pour clôturer le terrain.»

**Aucune idée de ce qui pourrait se tramer dans les arcanes du pouvoir politique?**

«Non, ça il n'y a pas moyen de savoir, on connaît pas la logique, l'agenda, non, donc on essaie de deviner. Et de leur côté c'est la même chose, ils ne savent pas ce que nous on a l'intention de faire.»

**L'idée c'est de faire quelque chose sur toute la superficie ici?**

«Il y a 19 hectares, ils veulent construire sur 18 et ils nous laissent royalement 1 hectare où ils vont mettre trois bancs et de l'herbe, et ils appellent ça un parc.»

**Et le projet de ferme, il y a déjà quelque chose de pensé?**

«Il y a plusieurs personnes qui veulent déjà s'engager, et on a fait un texte qu'on a présenté à la régie des bâtiments. Et au fond c'était comme ça avant: la partie qui n'est pas grillagée c'était une friche agricole, y'avait un fermier qui faisait du maïs et y'avait plein de petits potagers. Donc on change pas vraiment grand chose, on continue dans ce qui s'est fait les derniers 150 ans.»

**Ça a dû leur coûter cher ces clôtures?**

«Ça c'est, je sais pas...un chantier de 50000 euros. L'autre jour on a vu deux personnes de Basics, la charmante société qui bétonne la planète, qui sont venues faire du repérage et qui se sont heurtées à une grosse barrière... on a parlé un peu avec eux. Au fait, ils nous ont dit que eux sous-traitaient: donc la régie des bâtiments engage Basics qui eux sous-traitent à une autre société pour faire leur chantier. Donc Basics est un intermédiaire qu'on pourrait éviter, ça coûterait deux fois moins cher. C'est foireux à tellement de niveaux ce chantier que c'est trop simple de s'y opposer.»

**Et si les politiques proposaient une «bonne» idée comme une «ferme carcérale» avec des détenus qu'on ferait travailler pour faire nos tomates et des trucs comme ça...**

«Oui, ça pue vachement le système américain, parce que si tu continues la logique tu dis que plus il y a de criminels mieux c'est, parce que ce sont des travailleurs gratuits ou presque.»

Propos recueillis par A.P., mars 2015

## PÉRILLEUSE TECHNOLOGIE

« Il paraît hautement vraisemblable que, lorsque la civilisation technicienne aura encore accru son emprise, lorsque les techniques du nouveau milieu auront agi sur quelques générations, les manières de penser, de raisonner même, certains cadres traditionnels de la logique seront, eux aussi, atteints par la pression des nouveaux modes de vivre et de réagir »

Georges Friedmann<sup>1</sup>

Que les individus soient en perte de repères dans un monde déboussolé, c'est à la fois un cliché et un constat certainement globalement juste. Mais il est un vieux repère de la modernité qui a résisté contre vents et marées et constituera peut-être l'ultime d'entre eux : l'enthousiasme, la foi, voire la vénération pour l'évolution technique, qui prend aujourd'hui la forme des technologies numériques. Propagé par les politiques, les économistes et les médias, cet optimisme technologique (ou technoptimisme) nous aveugle et nous empêche de prendre la mesure des conséquences humaines et écologiques du déferlement numérique et robotique qui saisit l'humanité depuis une vingtaine d'années. Selon Bertrand Méheust, nous sommes face à un « nouvel âge de l'esprit » que plus rien ne pourra arrêter sur sa lancée... sauf un effondrement de la mégamachine (ce qui ne saurait tarder). Savoir que tout cela se terminera un jour ne nous prémunit pas *hic et nunc* contre la dangereuse mutation anthropologique que cela implique, même si l'on fait partie — ce qui est mon cas — des derniers réfractaires du smartphone, condamnés à vivre avec amertume l'évanouissement à marche forcée d'un monde qui nous était jusqu'il y a peu familier<sup>2</sup>. L'économie numérique représente bien une rupture majeure, et il serait vain de vouloir nous comparer aux époques antérieures. Rien de cyclique ici, sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau, comme l'ont bien vu les camarades de Pièces et main d'œuvre<sup>3</sup>. Entre fantasme et réalité, le transhumanisme, l'extropianisme et la singularité technologique représentent les bonheurs et accomplissements que nous promettons les techno-prophètes dans le courant de ce siècle. Pour ce, ils peuvent compter sur l'appui des « progressistes » de gauche comme de droite, qui voient dans toute extension des droits individuels des bienfaits que seuls des réactionnaires pourraient critiquer, même si ces droits passent de plus en plus par le truchement de la technoscience, comme, par exemple, les nouvelles techniques de procréation. Que faire ? D'abord décréter un moratoire sur l'innovation incontrôlée, puis organiser une désescalade technique, voilà une condition nécessaire pour reconstruire la cohésion sociale dans une société qui se voudrait démocratique, écologique et décente. L'actualité des livres vient à la rescousse<sup>4</sup>.

Dans *Seuls ensemble. De plus en plus de technologies, de moins en moins de relations humaines* (éd. L'Échappée, 2015), la psychologue et anthropologue du MIT Sherry Turkle (née en 1948) a étudié l'impact des nouvelles technologies en intelligence artificielle sur « la façon dont nous nous pensons, dont nous pensons nos relations avec autrui et le sens de notre humanité » (p. 20). Pour ce, elle s'est appuyée sur deux cent cinquante observations cliniques, principalement d'enfants, d'adolescents et de personnes âgées. La première partie traite de leur (notre) rapport avec les robots — aux doux noms de Tamagochis, Furby, AIBO, My Real Baby, Kismet, Cog, Paro — pour constater la facilité avec laquelle nous projetons sur eux nos sentiments et avons des attentes démesurées sur ce qu'ils pourraient nous apporter en terme d'aide, mais aussi de réconfort, d'amitié et même de sexualité (!). D'une part, la notion d'*authenticité* perd de sa substance au profit d'une nouvelle définition de la vie « à mi-chemin entre le programme inanimé et la créature vivante » (p. 61). D'autre part, les êtres humains sont remis en cause dans leur capacité à prendre



Illustration: Charlotte Molas

soin les uns des autres. Les robots, « nous sommes aujourd'hui prêts, émotionnellement et je dirais même philosophiquement, à les accueillir » (p. 31). Ces « créatures » robotiques sont traitées comme des égaux et non plus comme des machines, elles sont placées sur le terrain du sens, « alors qu'elles n'en dégagent aucun. » Elles sont de plus en plus présentes dans les maisons de retraites où elles remplacent le personnel manquant ou défaillant. En majorité, les pensionnaires s'y attachent, rentrent en intimité avec elles. À l'argument selon lequel les machines ne peuvent éprouver d'affects, les roboticiens répondent sans rire qu'ils en fabriqueront un jour de manière synthétique. « Il est tellement aisé d'être obnubilé par la technologie et de ne plus chercher à développer notre compréhension de la vie », conclut l'auteure (p. 170).

La seconde partie concerne l'internet avec ses réseaux sociaux, ses jeux en ligne, sa Second Life et ses sites de confession. Les effets de leur omniprésence dans notre quotidien sont loin d'être négligeables. D'abord celui d'une attention fragmentée permanente aboutissant au multitasking (multi-tâches) chez les jeunes, cette faculté qui impressionne tant les aînés, alors que les études en psychologie montrent que lorsque l'on fait plusieurs choses à la fois, on fractionne son attention et on les fait toutes moins bien. Ensuite, un effacement de la frontière entre la vie professionnelle et la vie privée, quand le smartphone reste allumé jour et nuit. Même en vacances, le cadre américain reçoit environ cinq cent courriels, plusieurs centaines de textos et quarante appels *par jour* ! Résultat : faute de temps, tous nos interlocuteurs sont réifiés, nous les traitons comme des objets. Turkle a aussi étudié le cas des natifs numériques (*digital natives*), les générations nées après 1990 pour lesquelles le web représente un liquide amniotique non questionné. « Je suis connecté, donc je suis ! » Et alors ?, répondront les technoptimistes. Eh bien, « ce n'est pas parce qu'un comportement devient normal qu'il perd la dimension problématique qui l'avait auparavant fait considérer comme pathologique », précise l'auteure (p. 283). Les jeux en ligne et Second Life nous entraînent dans un monde virtuel fait de simulacres, que l'on finit par préférer à notre vie réelle, les plus accros y passant la moitié de leur temps de veille !

Nous en demandons moins aux êtres humains et plus à la technologie, à laquelle nous appliquons une pensée magique : tant que je suis connecté, je suis en sécurité, et les gens que j'aime ne disparaîtront pas. Facebook est un fauve insatiable qu'il faut alimenter en permanence de nouvelles « positives » sous forme de textes, de photos, de vidéos, qui envahissent la vie privée, dans une simplification et un appauvrissement de nos relations. À la fin du livre, nous apprenons qu'aujourd'hui de plus en plus de jeunes Américains ont la nostalgie du monde d'avant la connexion généralisée, quand les parents étaient attentifs, investis et engagés envers leurs enfants. Un début d'espoir de révolte ? Ce copieux essai de 523 pages fait le point sur un phénomène toujours sous-estimé dans ses retombées sociétales. Et encore, Turkle n'aborde pas ici l'aspect (anti-)écologique de ces technologies<sup>5</sup>. Que resterait-il bien pour les défendre ? Chers lecteurs de France, voilà un excellent sujet pour le bac !

Bernard Legros

(1) Georges Friedmann, *Sept études sur l'homme et la technique*, éd. Gonthier, 1966, p. 64.

(2) Intuition que l'on trouve chez Sartre, Orwell et Pasolini.

(3) Pièces et main-d'œuvre, *Sous le soleil de l'innovation, rien que du nouveau !, suivi de Innovation scientifreak : la biologie de synthèse*, éd. L'Échappée, 2013.

(4) Faute de place, je ne peux traiter ici du nouvel essai, recommandable, de Geneviève Azam, *Osons rester humains. Les impasses de la toute-puissance*, éd. L.L.L., 2015.

(5) Cf. Fabrice Flipo, Michelle Dobré, Marion Michot, *La face cachée du numérique. L'impact environnemental des nouvelles technologies*, éd. L'Échappée, 2013.

# LE RAIL, LES MACHINES... ET LA VOIE ROYALE VERS LA PRIVATISATION

Cela fait longtemps que nous voulions ajouter à notre rubrique « alternative », des récits de vie d'êtres que l'on entend si peu dans le spectacle démocratique, loin des strass et des paillettes, des « The Voice » et des JT. Qu'ont-ils à dire tous ces gens qu'on n'entend pas, sur leur condition de travail, sur ce qu'ils pressentent généralement du changement, sur ce qu'ils vivent et subissent loin des caméras ? Première rencontre avec un « accompagnateur de train », qui ne peut révéler son identité, au risque de représailles professionnelles. Cela en dit long sur la sempiternelle « liberté d'expression » que nous rabâchent médias et politiques, oubliant de nommer la peur qu'on certains de dire des vérités dans nos sociétés « libres ».

Kairos donne la voix à tous ces anonymes. Le lecteur en tirera ce qu'il voudra. Avec au bout l'idée de dresser un grand tableau de tout ce monde occulté<sup>1</sup>.

**Kairos: Vous travaillez à la SNCB depuis quand ?**

**Anonyme:** « plus ou moins vingt ans. »

**Et vous avez commencé comme...**

« Au départ contrôleur, puis ça a été transformé en accompagnateur. Contrôleur ça faisait un petit peu trop contrôle, gestapo, c'est pour cela qu'ils ont changé un peu le terme ; l'uniforme au départ était bleu marine alors que maintenant c'est vraiment steward. »

**Et donc ça vous a plu ?**

« Ben, le boulot j'aimais bien et j'aime toujours bien, mais c'est le changement... on sent vraiment la séparation entre deux sociétés, avec les deux infrastructures, avec Infrabel et la SNCB. »

**Vous savez expliquer comment en 20 ans vous avez vu évoluer cela ?**

« Au début les deux sociétés ne faisaient qu'une, donc par exemple pour des correspondances, on téléphonait à la gare et ils s'arrangeaient pour assurer les correspondances, maintenant il faut passer par une centrale et c'est la centrale au-dessus qui décide. Pour quelques secondes ils refusent des correspondances. J'ai l'impression qu'il n'y a plus vraiment de service clientèle, il y a une facturation entre la SNCB et Infrabel où l'un facture les retards à l'autre, c'est une guéguerre. »



**Pouvez-vous expliquer pour ceux qui ne connaissent pas la différence entre les deux structures ?**

Infrabel c'est tout ce qui concerne l'infrastructure, donc les voies et la SNCB, en gros c'est tout ce qui est guichet et le train, le contact au client. »

**Et donc quand il y a un problème de retard par exemple, il y a les deux structures qui sont indépendantes mais qui doivent communiquer quand même ?**

« Oui, voilà. Nous on téléphone à une centrale qui s'appelle le RDV, qui lui transfère au *Trafic Control* qui est Infrabel et c'est Infrabel qui décide si on fait les correspondances ou pas. »

**Et donc depuis qu'il y a eu la scission...**

« Avant on essayait de faire tout pour que le client ait son train, maintenant ils aiment autant dire « *écoutez, le client il attendra une heure, et le train le but c'est d'être à l'heure et c'est une histoire de facturation d'une société à l'autre* ». »

**Et qui a décidé ce que vous m'expliquiez l'autre fois dans le train, de faire attendre plus longtemps les trains en gares ?**

« Avec les grands travaux, ils ont décidé, vu que les plaintes des voyageurs concernaient les retards et pas la durée du trajet, d'un peu rallonger les trajets de train comme ça les trains étaient, entre parenthèse, à l'heure. »

**Mais ils prennent plus de temps ?**

« Ça prend plus de temps. Namur-Bruxelles avant il fallait une heure, maintenant il faut presque une heure vingt. Au départ, ça a été mis pour les travaux, mais maintenant il n'y a plus de travaux et ça n'a pas changé mais ils ont laissé comme ça il n'y a plus de rouge sur le tableau, mais le trajet est plus long... »

**Donc concrètement, le train part à la même heure mais...**

« ...il arrive plus tard. »

**Et il reste plus longtemps dans les gares ?**

« Quand ça roule bien, on attend des fois 5, 6, 7 minutes dans une gare avant de continuer. »

**Ils ont prévenu les voyageurs de cela.**

« Ils ont dit qu'ils changeraient les horaires. Il y a eu beaucoup de travaux donc ils ont rallongé les horaires pour compenser le retard dû aux travaux, mais bon les travaux ne se font pas, ne se font plus ou ont été faits et ils n'ont pas raccourci les horaires, parce que l'État donne une compensation financière aux chemins de fer en fonction des trains à l'heure. »

**Et donc en vingt ans, à part cette scission, qu'est-ce que vous avez constaté ?**

« Au niveau clientèle, plus d'agressivité de la part des voyageurs. On voit qu'on va vers une autre génération, une autre mentalité des personnes. On voit vraiment que les jeunes viennent au conflit et pour un rien ils essaient de démarrer. »

**Et est-ce qu'il n'y a pas des choses qui sont faites pour générer de l'agressivité, comme le supplément de 7 euros dans le train ? Est-ce qu'il n'y a pas des dispositifs qui enlèvent une part d'humanité dans le rapport ?**

« C'est surtout pour les personnes plus âgées, elles doivent s'adapter aux machines, à l'informatique. Avant, quand une machine était défectueuse, les 7 euros de supplément étaient désactivés dans notre machine (ndlr. portative, à l'intérieur du train). Seulement ils ont mis ça (ndlr. les bornes de paiement automatique en gare) en place avant qu'on ait la nouvelle machine qu'on aura que d'ici plus ou moins un an. Donc pendant un an, on doit pratiquer le règlement, donc les gens vont à la machine – qui ne fonctionne qu'avec une carte de banque ou des pièces –, qui remplace les guichets ; ils mettent des machines dans les gares pour obliger les gens à avoir un ticket avant d'entrer et pour pas obliger le contrôleur à aller courir après les gens. Mais donc ici, le problème c'est que quand le guichet est en panne, nous dans notre machine le supplément de 7 euros est toujours dedans, donc on doit obliger la personne à nous payer alors que c'est une erreur du guichet SNCB, les gens n'y peuvent rien ; ils doivent nous payer le prix du trajet plus les 7 euros... »

**Donc un trajet à 3 euros, ils le paient 10.**

« Oui, voilà. Si le guichet est hors-service, ils doivent aller dans une gare, remplir un formulaire avec toutes les coordonnées de remboursement et ils se font rembourser dans les 2-3 semaines. Ce système n'est pas au point. J'ai un exemple d'un collègue qui a eu le cas d'un jeune qui est monté à Namur<sup>2</sup>, la mère lui a donné un billet de 20 euros pour aller prendre le train le week-end et aller au cinéma. Le jeune arrive à la gare avec un billet de 20 euros, il arrive à la machine, ça va pas, pas de billet. Bon, qu'est-ce qu'il fait, il monte dans le train, il demande au collègue « *un billet week-end Namur* », ben le collègue dit « *je suis emmerdé, y'a sept euros en plus dans le train* ». Le collègue sait rien faire, c'est dans le prix, il peut même pas dire « *je vais mettre Florée, je vais mettre Courrière* » (Ndlr. Gares plus proches et donc au tarif plus bas que Namur), c'est sept euros partout. Donc qu'est-ce que le collègue a fait, il a payé le trajet 7 euros plus cinq, ça fait 13 euros : plus assez d'argent pour aller au cinéma, donc il a été à Namur, il a été se promener. »

**Mais cela crée quand même un rapport différent avec l'usager ?**

« Ça crée des problèmes, oui. »



**Il n'y a plus de possibilités de tenir compte du contexte, notamment quelqu'un qui arrive en retard pour son train, qui arrive après...**

« La personne qui monte dans le train et la personne qui va se cacher dans les toilettes, c'est le même tarif. »

**Et au niveau des horaires, il y a aussi des choses qui ont changé ?**

« Ils ont supprimé, et cela c'est aussi avec le nouveau plan de transport et les mesures d'économie, donc ils ont supprimé les trains « à faible occupation », donc les trains tard le soir ou très tôt le matin... c'étaient plutôt des facteurs qui allaient travailler, ces gens-là n'ont donc plus la possibilité... »

**Qu'est-ce qu'ils doivent faire alors ?**

« Pff... c'est ça, ben... ils doivent se démerder. Ils ont supprimé les trains très tôt et très tard le soir. Donc les gens qui veulent aller au cinéma, je vais prendre un bête exemple comme celui qui prend le train de Namur à [redacted] : avant le dernier Omnibus qui partait de Namur vers [redacted] partait à 22h20, donc les gens savaient aller à la séance de 20h00 à Namur et sortaient à 22h00, et bien maintenant le dernier train est à 20h00. Donc pour les gens qui habitent dans les petites localités, ils n'ont plus la possibilité d'aller au cinéma, ou alors il faut monter dans les trains dans les grandes gares ; on dirait que les gens dans les villages, ils sont un peu lésés. »

**Et ils ont supprimé des gares ?**

« Ils ont moins supprimé que ce qui était prévu. C'est surtout au niveau du nombre de trains... »

**J'ai l'impression qu'ils se focalisent sur les gros points ?**

« C'est clair qu'ils sont en train d'augmenter dans les grands centres ; j'ai l'impression qu'ils veulent vraiment ramener les gens en voiture dans les grands centres pour mettre des trains, bien pleins... c'est... business hein ! »

**Qui a décidé de ces plans de business ?**

« Le gouvernement est un peu là-dedans, la direction... je ne sais pas. »

**Le boss, c'est qui ?**

« Chez nous c'est Cornu. »

**Qui vient de ?**

« C'est quelqu'un qui a été mis par le gouvernement. »

**Vous avez l'impression qu'il gère cela comme un service public ?**

« Pas vraiment, non. Il est plus dans un truc libéral. Ils veulent libéraliser la société en 2017, donc ouvrir la porte au privé, donc c'est pour ça qu'ils ont gardé les deux sociétés, comme ça le privé viendra rouler sur le territoire belge, et la société privée devra payer les droits de roulage sur les voies Infrabel. C'est une espèce de location de voies. Donc, je ne sais pas vers quoi on va en 2017, on verra. On ne sait pas à quelle sauce on va être mangé. »

**Vous avez plus d'infos que le quidam qui prend juste le train comme ça ?**

« On n'est informé de rien du tout, souvent c'est le voyageur qui nous informe de certaines grèves et d'autres choses dont je ne suis même pas au courant. »

**Et au niveau des congés, de la qualité du travail, qu'est-ce qui a changé ?**

« Ici au niveau personnel, y'a un problème, dans chaque dépôt y'a beaucoup de personnes qui sont parties à la pension, qui n'ont pas été remplacées, et donc y'a une pénurie d'agents dans chaque dépôt. Mais les trains continuent à rouler, ça veut dire que quand on est en période de réserve, donc pendant 3 ou 4 semaines tous les x temps on fait six jours d'affilée, un jour à la maison, 7 jours d'affilée, un jour à la maison. C'est pas comme quelqu'un qui est dans un bureau, il ne vient pas c'est bon, ça ne change rien à la vie ; si nous on ne vient pas, le train ne roule pas, on est un peu coincé à ce niveau. On ne peut rien prévoir, on doit demander des congés deux-trois mois à l'avance pour être sûr de les avoir. »

**Et qu'est ce qui a changé dans ce qu'on vous dit qu'est votre travail ?**

« Ici maintenant tout est basé sur la sécurité. Donc le contrôle des titres de transport c'est passé secondaire, c'est sécurité, sécurité, sécurité ; pour éviter les accidents c'est sécurité, accueil clientèle, renseignement clientèle, et le contrôle passe en dernier lieu, c'est pour cela qu'ils ont créé des brigades de contrôle, les fameux *Ticoteam* qui passent à 3-4 et qui contrôlent tout. »

**Vous ne pensez pas qu'il y a parfois une volonté d'amener vers la faillite pour que ce soit repris par le privé ?**

« J'ai l'impression parfois qu'ils le font exprès. J'ai des collègues qui étaient à la Sabena, qui se revoient il y a 10 ans. Ils sont en train de tout faire... des investissements alors qu'on est dans la dette : les fameuses machines automatiques qui coûtent très cher, les fameuses gares, la gare de Mons, Liège, pourquoi un bazar immense comme ça, c'est pas utile. A côté de ça il y a des gares comme celle de Namur où l'eau coule de partout, y'a certaines gares où les quais on dirait des dos d'âne. Ils prennent des décisions absurdes. »

« Pour la machine (NDLR. le guichet automatique), c'est un truc que je me pose personnellement : finalement cette machine, combien elle a coûté, avec tout le système..., les informaticiens qui doivent la gérer quand elle est en panne et tous les x temps, l'argent qui a été mis dedans – le bac se remplit de pièces –, donc une fois qu'elle est pleine les gens ne savent plus payer avec les pièces, donc y'a Sécurité qui doit les vider. Tout est fait par le privé maintenant au chemin de fer : les nettoyeurs, ceux qui nettoient la gare de Namur, c'est privé, tout devient privé ; même nos fiches de paie, avant c'était la centrale à Mons qui mettait la caisse avec les fiches de paie dans le train, ça arrivait à Namur, le chargeur à Namur prenait, le déposait au dépôt. Ça ne coûtait rien... maintenant c'est la Poste. Donc on a nos fiches de paie avec une semaine de retard et on a appris que notre courrier plutôt que d'être directement à Charleroi, il était à Gand. D'un côté on nous demande de faire des efforts, de bien contrôler pour faire rentrer de l'argent et d'un autre côté on dépense pour des couillonnades ; je ne sais pas ce qu'il y a là en dessous, mais je trouve ça ridicule. C'est tous des trucs pareils, et les collègues qui disent « *mais pourquoi on se casse le cul ici, quand on voit le gaspillage, les conneries qu'ils font, c'est affolant* ». J'ai encore entendu pas plus tard qu'il y a deux jours que Cornu disait qu'il fallait augmenter le prix des billets pour combler encore le trou. Y'a des fois que... voilà quoi ! Pfff... je comprends pas, je comprends pas. Y'a de plus en plus de chefs aussi, avant y'avait un chef, maintenant y'a des managers

**Liberté d'expression ?**

Anonyme : « bon, moi, voilà je compte sur vous, je suis venu parler, parce que y'a des collègues qui ont à la limite été révoqués parce qu'ils parlaient à la presse. Moi, tout ce qui compte c'est que je n'ai aucun souci. »

K. : non, on est tenu au secret des sources. Vous avez une idée de pseudo, ou j'invente quelque chose ?

A. : faut mettre un pseudo ?

K. : je peux mettre « anonyme », ou Alain Connu. (rires)

A. : il faut savoir qu'ils ont mis en place des gens dont tout le boulot de la journée c'est d'aller fouiller sur Facebook ce que les collègues pourraient mettre de négatif sur la SNCB, et les collègues sont flingués hein ! Leur seul boulot c'est de traquer les infos que des collègues mettent sur Facebook. Y'a une collègue d'[redacted] qu'avait mis « *mare de ce train [redacted], rien que des problèmes* », elle s'est fait appelée par le chef « *écoute, tes commentaires de facebook...* ». On ne peut pas parler du chemin de fer, c'est la responsable communication... et nous on peut rien dire. »



Illustrations: Rachel Magnan

compétences, managers-ci, managers-ça et quand on demande ce qu'ils font ils ne savent pas ce qu'ils foutent quoi ! Y'a plein de chefs et personne sur le terrain. Et on sent un ras-le-bol chez les collègues, y'en a plein qui veulent partir, ils arrêtent parce qu'il sentent bien qu'on va droit dans le mur. »

**Ils en ont marre un peu pour ce que vous dites, ils ne trouvent plus de plaisir ?**

« Puis on se fait un peu passer pour des cons : on téléphone à la centrale pour une correspondance, ils nous répondent « ok, la correspondance est assurée », on fait une annonce aux voyageurs et puis ils arrivent sur le quai et y'a le train qui passe sous leur nez. »

**Donc ça justement ça crée du conflit entre vous et les voyageurs.**

« On passe pour des cons, et après ils s'énervent et c'est nous qui sommes en première ligne. Des fois c'est l'inverse, on téléphone, « *non, écoute, y'a pas de correspondance possible, ils doivent prendre le suivant* », et on arrive et le train est là ! On se fait passer pour des imbéciles. On n'a aucune certitude, au plus il y a d'intermédiaires, au moins y'a le truc qui va. Avant, on téléphonait à Bruxelles gare, à Charleroi, on savait bien que le train était là ; maintenant on téléphone là, celui-là téléphone là... et il te faut dix minutes pour avoir l'info et finalement l'info n'est pas bonne. »

**En gros, j'ai l'impression que le facteur humain est de plus en plus réduit.**

« C'est comme dans les bureaux de poste, c'est partout. Maintenant chez Delhaize c'est des paiements automatiques, c'est général... je crois qu'on est parti comme au Moyen-Âge : des gens très riches et tout le reste la misère. Dans toutes les boîtes, ils veulent liquider le personnel. »

**Propos recueillis par Alexandre Penasse, avril 2015**

(1) Cette rubrique se partagera avec l'ancienne rubrique « Alternative ».  
(2) Les mots noircis représentent ici le nom d'un village où il y a une gare, que la personne interviewée nous a demandés expressément de ne pas citer sous peine qu'on le reconnaisse et risque de représaille.

# DES CHIPS DE LÉGUMES À GRIGNOTER DANS UN PARC !

Avec le séchoir à fruits sur radiateur ou solaire on peut faire également de super chips pour l'apéritif (voir la recette du kairos d'avril/mai 2014 pour faire son séchoir à fruit soi-même, ou <http://foiresavoirfaire.org/spip.php?article344>).

**Ici les betteraves !**

Attention ça réduit très fortement !!

Pour avoir de quoi se mettre sous les dents pour un apéro il faut au moins sécher 4 betteraves de bonne grosseur.

On peut les sécher très fortement pour une conservation longue ou les laisser un peu «chewing-gum» pour une dégustation très forte en goût !!



AVANT



APRÈS

## BRÈVES

### LA PROSE DE LA FEB

La bataille du TTIP aura bien lieu ! Preuve en est que la Fédération des Entreprises de Belgique ressent le besoin de militer pour que ce Traité Transatlantique honteux et dangereux pour nos droits les plus élémentaires puisse voir le jour ! « *Le TTIP aura de nombreux effets positifs, qu'ils soient directs ou indirects, sur l'économie et l'emploi dans notre pays* », nous dit la FEB, avant de déblatérer un charabia capitaliste et pro-américain caractéristique de son fonds de commerce...

Lorsqu'on est inscrit à la lettre d'information de la FEB, on reçoit régulièrement la prose de ses responsables, ce qui certes signale une légère dose de masochisme dans la boîte mail, mais aussi parfois des occasions de rigoler! Mais dans tous les cas c'est bien utile pour rester connecté avec ce qui nous attend lors des prochains débats sur le sujet, et la retape qui sera servie par les politiques et la presse pour nous faire accepter la chose. Titre de cette chronique, écrite par l'inénarrable administrateur délégué Pieter Timmermans? « *Du rond-point Schuman à la Cinquième Avenue* »! Du rêve ! C'est du rêve que nous vend la FEB!

G.H.

### FINI LES AVIONS!... SAUF QUAND ON LES PREND ...

Ah! Nous bourgeois bien-pensant à l'abri de la dissonance cognitive, peu enclins aux tourments de la contradiction, sommes maintenant rassurés : le moratoire sur le plan Wathet de survol des avions s'est fait, et le 2 avril aura marqué « *la fin d'un long calvaire* », peut-on lire dans un prospectus du MR déposé dans les communes surveillées. Nous pouvons donc continuer à prendre l'avion sans être survolé. Ben quoi ! C'est logique, non. Quand on est à bord, on ne peut pas être survolé, puisqu'on est à bord, patate ! ; on est donc pas contre les avions, on est contre le fait qu'il NOUS survole. Ceci dit, nos sauveteurs politiques, les deux signataires du toute boîte, nous souhaite « *une belle journée dans le calme retrouvé* »... enfin pour certains. Quant aux bagnoles, ils n'ont pas encore trouvé la solution ! Ah oui : plus de parkings et plus de routes ! Après moi le déluge...

A.P.

### MOUSTIQUE, L'HEBDOMADAIRE QUI PIQUE ... LES BOBOS!

Un beau jour, à la ZAD de Haren, une journaliste de Moustique a débarqué pour interviewer ses occupants. Sans surprise, c'est la première fois qu'elle venait, et elle ne reviendra sans doute pas de si tôt, tant elle semblait satisfaite des deux-trois heures passées à questionner les personnes présentes. En l'interrogeant à mon tour sur la façon dont elle allait traiter le sujet, elle m'a répondu qu'elle écrivait des articles « alternatifs », parce que chez *Moustique* ils aiment bien plaire aux bobos! Puis elle m'a dit qu'elle allait « *parler des ZADistes, pour savoir qu'est ce qui les amène à vivre ici* ». Et la méga-prison de Haren ? C'est secondaire. Pour Moustique, ça ne fait pas de doute, la ZAD ressemble plutôt à un zoo. Ça doit être à cause des clôtures...

Maxime De Coster

### LE RÉALISME « SOCIALISTE »

« *Qu'on le veuille ou non, la technologie est partout, elle est de plus en plus partout et elle va l'être plus encore. On va mettre des puces et on va connecter à peu près tout ce qu'il est possible de connecter. Ça pose des tas de questions, à la fois éthiques et de santé, avec tous les atouts que ça peut représenter mais aussi tous les dangers que ça peut représenter. Ça c'est aussi des éléments je pense à mettre dans la réflexion sur la transition, qui sont extrêmement importants* », nous disait le 1er avril le Ministre-Président de la Wallonie, lors du Forum de la transition. Un poisson, Paul Magnette ? Non, pas du tout. Imprégné dans l'air du temps, le PS ne propose rien d'autres que la continuité dans le changement. Et tout est à l'avenant, son homologue à la région bruxelloise, Rudi Vervoort, nous répondait lorsque nous l'avons interpellé sur le projet de la méga-prison de Haren : « *vu l'opportunité que la construction de la prison de Haren constitue en terme de réhabilitation d'un vaste quartier au cour de la Région, et considérant l'amélioration des conditions de détention des prisonniers que celle-ci engendrera, la Région bruxelloise ne peut accueillir ce projet que favorablement* »... principe de réalité sélective, quand on sait que le projet est un non-sens dénoncé par de multiples associations.

A.P.

### LANCEMENT D'UN OBSERVATOIRE DES INÉGALITÉS.

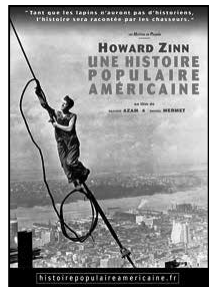
Dans le courant du mois de mars 2015 fut lancé l'Observatoire belge des Inégalités. Il est composé d'un groupe de personnes liées à la recherche universitaire et au monde associatif. Leurs membres sont sociologues, économistes, géographes,... et sont inquiets face à la persistance et la croissance des inégalités sociales en Belgique. En regroupant des membres de différentes disciplines universitaires, ils ont voulu créer une convergence d'infos sur ce thème. L'initiative part « *du constat d'un manque, celui d'un endroit centralisé sur les thématiques des inégalités, avec des informations décrites de manière simple et abordables à tout un chacun. La volonté est de sortir du jargon universitaire* », déclare Alice Romainville, géographe.

Les différents onglets sur le site internet nous renseignent sur les rubriques et les préoccupations de l'Observatoire : « *Classes sociales / Richesses / Education / Travail / Genre / politique / Culture / Santé / Immigration / Cadre de vie / International* ». Par la mise en ligne de ses documents, l'Observatoire a pour but de réaliser une base de données centralisées et accessibles facilement. L'idée est de proposer des textes courts, très informatifs, qui pourront servir à des chercheurs ou des journalistes, par exemple. L'Observatoire belge des inégalités fait partie du réseau « *Inequality Watch* », une plate-forme regroupant les Observatoires des Inégalités en Europe. Nous reviendrons sur le travail de cet observatoire dans un numéro ultérieur.

G.H.

Plus d'informations sur : <http://www.inegalites.be>

# VU, LU, ENTENDU



## UNE HISTOIRE POPULAIRE AMÉRICAINE

Il a mis le temps pour sortir, mais il est là : le film sur la vie et le combat d'Howard Zinn (1922-2010), auteur de l'ouvrage mondialement connu *Une histoire populaire des États-Unis*. A force de nouvelles découvertes, l'équipe des Mutins de Pangée, Daniel

Mermet et Olivier Azam ont décidé d'en faire une trilogie, dont le premier film vient de sortir en DVD. Zinn, c'est le soldat américain qui, balançant des bombes au Napalm sur les Allemands lors de la Seconde Guerre Mondiale, réalise les dégâts qu'il fait lorsqu'il redescend sur terre, et questionne sa position dans cette guerre et le sens de ce qu'il fait. A partir de là, débute son insurrection et son combat de toute une vie pour écrire l'histoire de ceux dont l'histoire officielle ne parle pas.

**Howard Zinn, « Une histoire populaire américaine », un film de Olivier Azam et Daniel Mermet, Les Mutins de Pangée.**

A.P.



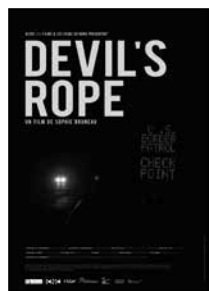
## QUELLES ORIENTATIONS POLITIQUES FACE AUX DÉFIS GLOBAUX?

Jean-Pierre Wauters admet d'emblée et en toute simplicité, dès les premières pages de son ouvrage, d'où il parle : il n'appartient pas à la culture universitaire et refuse d'assommer les lecteurs de références appuyant ses affirmations. D'aucuns y verront peut-être un manque, mais les prétentions de l'auteur sont celles d'un grand-père conscient que le monde va mal et qui veut témoigner et donner de l'espoir à ses petits-enfants.

L'auteur brosse un tableau général de nos sociétés (emploi, fiscalité, institutions financières, Europe, urbanisme, sport, publicité, médias, alimentation, ...), proposant des pistes pour chacun des points abordés, et n'hésitant pas à pourfendre certains mythes chers à la droite et la gauche, comme celui du travail productif, dont les nombreux acteurs « participent activement à l'épuisement des ressources naturelles » (p.111). Ceux qu'on appelle « les décideurs » devraient s'inspirer de nombreuses propositions de J-P Wauters dans leurs programmes politiques, tant l'indigence de ces derniers est le plus souvent criante.

**Jean-Pierre Wauters, « Quelles orientations politiques face aux défis globaux », Éditions Libre et Solidaire, 2014.**

A.P.



## LA CORDE DU DIABLE

Il y a de ces objets dans notre monde, comme la plupart au fond, dont nous ne questionnons plus ni l'origine, ni le bien-fondé, ni le système qu'ils permettent de pérenniser. Leur existence même leur confère du sens, sans qu'il faille l'expliquer. Ainsi, depuis notre plus tendre enfance sommes-nous

familiarisés avec des terres parcellisées, des zones interdites, des lieux d'enfermement... que circonscrivent des barbelés. Le film de Sophie Bruneau nous rappelle comme le processus de production industrielle n'est jamais neutre et porte en lui un monde particulier. Comme l'explique froidement un fabricant de barbelés : « la raison pour laquelle nous avons fabriqué un « reteneur », quand ça pénètre dans la peau, vous ne pouvez pas le retirer, c'est comme un hameçon. Quand quelqu'un saute par dessus une clôture, un détenu par exemple, s'il essaye de le retirer, il s'arrache un morceau de chair (...) Quand les agents de sécurité cherchent un détenu, ils suivent les traces de sang. Et le plus souvent ils le trouvent sous un arbre, ou à un autre endroit, saignant à mort ». Centrales nucléaires, bases

militaires, prisons, centres fermés, guerres... vendus en Israël, Afghanistan, Arabie Saoudite, Koweït ..., séparant les États-Unis du Mexique, enclavant Ceuta et Melilla ..., la corde du diable dresse les barrières dont ce monde injuste a besoin.

**La corde du diable (Devil's rope), un film de Sophie Bruneau, Alter Ego films (www.alteregofilms.be) .**

A.P.



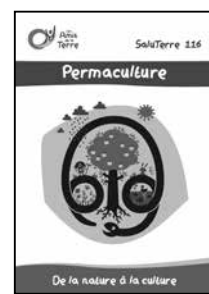
## COMMERCE MONDIAL : LA DÉMOCRATIE CONFISQUÉE

Depuis la création de l'OMC, les différents accords commerciaux successifs constituent un véritable désastre pour le monde. Suivant la seule logique de gonflement du commerce mondial et de la levée des entraves au libre-échange, les accords passés voient maintenant leur possibilité d'apothéose dans de futurs projets sur la table des négociations, qui viendront parfaire la mainmise complète de la logique du profit sur nos vies.

Un ouvrage salutaire, reprenant les interventions des orateurs du colloque organisé à l'ULB par le GRAPPE en mars 2014. Dans celui-ci, nous pourrions lire, malgré les boniments des libre-échangistes, que la libéralisation de l'agriculture et du commerce mondial provoque la famine et la pérennité (Olivier De Schutter), autant que les accords de libre-échange et de protection des investissements nuisent à la santé publique et à l'environnement (Paul Lannoye). Mais face à ce constat, l'Europe reste claquemurée dans sa logique nocive : commerce=croissance=prospérité (Inès Trépart), Europe des plus enthousiastes à jeter les peuples européens, sans leur demander, dans la gueule de traités dévastateurs comme le Traité transatlantique (Bruno Poncelet) et l'Accord Économique et Commercial Global (Frédéric Viale). Dès lors, n'ayons pas peur des mots, osons le protectionnisme (François Ruffin) !

**Collectif sous la direction d'Inès Trépart et Paul Lannoye, Commerce mondial : la démocratie confisquée. Le rouleau compresseur du libre-échange. Éditions Yves Michel, Gap, 2015.**

A.P.



## PERMACULTURE: DE LA NATURE À LA CULTURE

Revue qui expose toutes les facettes de la permaculture : de l'éthique globale de cet art de vivre en harmonie avec le monde vivant, à la transition vers une société capable de dépasser les crises présentes et à venir, en passant par la réalisation d'un design.

Revue annuelle éditée par les Amis de la Terre. En vente au bureau de l'asbl à Mundo-Namur, rue Nanon 98, 5000 Namur (Tél: 081/39 06 39) ou via le site internet amisdelaterre.be (5€).

## CHERCHE ZONE BLANCHE DÉSESPÉRÉMENT

Marc Khande, qui réalise des documentaires sur l'environnement, parle dans son dernier film de la survie des personnes électro-hypersensibles dans un monde de plus en plus exposé aux ondes électromagnétiques de la téléphonie mobile. « Les ondes électromagnétiques les font souffrir: si on prenait le temps de les écouter? Entre la promotion de la 4G et la souffrance observée chez certains, que penser du monde toujours plus «rapide et interconnecté» que l'on nous promet? ».

Bande-annonce : <https://www.youtube.com/watch?v=fWxrUgKRHjg>  
Plus d'infos : [www.electrosensible-zone-blanche-ehs-film.com](http://www.electrosensible-zone-blanche-ehs-film.com)

# ANNONCES

## REPAIR CAFÉS

Pas question de jeter des objets usagés ou en mauvais état comme par exemple un vêtement, un meuble, un vélo, un appareil électrique, un jouet,... on peut toujours (essayer de) les réparer et faire des rencontres intéressantes.

A Watermael-Boitsfort le 17 mai, le 24 mai à Molenbeek, et le 14 juin à Woluwé et tant d'autres dates et endroits...

[www.repaircafe.be/fr/calendrier/](http://www.repaircafe.be/fr/calendrier/)

## FESTIVALS

A l'approche de la période estivale s'ouvre la saison des festivals. Kairos sera présent et représenté pour deux d'entre eux. La première date à retenir est le 31 juillet-2 août 2015 pour le festival Esperanzah à Floreffe. Se rencontrer, parler des alternatives tant au niveau social, écologique et économique qu'au niveau local et global.

[www.esperanzah.be/](http://www.esperanzah.be/)

Et avant la fin de l'été du 19 au 23 août 2015, les (F)Estives, les Objecteurs de croissance se rencontrent à Merlimont (Pas-de-Calais, France). C'est un moment de dialogue entre diverses parties impliquées ou sensibles au mouvement de la décroissance, à l'anti-productivisme et l'après-développement.

[www.objectiondecroissance.org](http://www.objectiondecroissance.org)

## LE TRAVAIL À VÉLO

« À Bruxelles, deux gars ont choisi, chacun dans leur spécialité, de se lancer. Réparer des biclous à la petite semaine mais en toute liberté pour l'un, livrer des colis en vélo-cargo et poursuivre un entrepreneuriat engagé pour l'autre. Tous deux cherchent comment contourner la compétition économique et pouvoir enfin vivre de ce qu'ils aiment faire. Leurs expériences, exemplaires et contrariées, se confrontent à notre envie de conjuguer travail et passion ».

Documentaire radio sur le travail à vélo, 50 min, 2015, réalisé par Liévin Chemin. Lundi 18 mai 16.00 sur les ondes de Radio Campus 92.1 fm et radiocampus.be ; jeudi 21 mai à minuit rediffusion sur Radio Campus 92.1 fm ; dimanche 21 juin 18.00, écoute publique dans des conditions optimales au centre Culturel Jacques Franck en présence de l'équipe de réalisation et de production.

## ÉCOUTES ET RENCONTRES RADIOPHONIQUES

Tous les deuxièmes jeudis du mois, à 19h, on s'assied confortablement autour du 'poste de radio' pour écouter, collectivement, au café, des documentaires, enquêtes et fictions radiophoniques.

L'Eau chaude - Het warm water  
25 rue des Renards - 1000 Bruxelles 02 513 91 59

[info@hetwarmwater.be](mailto:info@hetwarmwater.be)  
[www.hetwarmwater.be](http://www.hetwarmwater.be)

## ATELIERS À L'ASBL PAPA DOUALA

Samedi 16 mai > Atelier Vélos > 16h00 / Mercredi 27 mai atelier potages-vélos 14h / Potages - prix libre / 16h - Vélos - prix libre

Papa Douala, Avenue A. Demeur, 1060 Saint-Gilles  
Contact: [Papadouala@gmail.com](mailto:Papadouala@gmail.com)

## UNE DOUCE RÉVOLTE

« Le réalisateur Manuel Poutte (Fritkot, Les tremblements lointains) est parti à la rencontre de «chambouleurs du monde», ces citoyens qui portent des alternatives de changement face au modèle dominant ». Après sa sortie en salle le 6 mai, plusieurs projections sont prévues. Plus d'infos : [www.unedoucerevolte.com](http://www.unedoucerevolte.com)

# VOUS AVEZ DIT « BÉNÉVOLES » ?



Illustration: Pierre Lecrenier

Le journal que vous tenez entre les mains est le fruit d'un travail bénévole. Tous les reportages, articles, interviews, illustrations, corrections, graphisme, codage, mise en page, contacts divers, ... et le long travail qu'ils impliquent, n'ont fait l'objet d'aucune rétribution pour leurs auteurs. Ces derniers travaillent ailleurs pour pouvoir vivre; si certains sont au chômage, leur contribution à Kairos équivaut pour l'État à de l'inactivité et il est à prévoir qu'ils subiront plus fortement des contrôles dans les mois et années à venir.

Cette réalité offre en elle-même une réponse à l'état de notre monde et à l'importance que les gens de pouvoir accordent à la recherche d'une certaine forme de vérité.

Les médias de masse, eux, s'ils accordaient de l'importance aux contenus, privilégiaient l'infor-

mation objective sur ce monde, pourraient peut-être envisager une voie de sortie d'un modèle économique qui leur a fait perdre toute crédibilité. Les «nouvelles» qu'ils offrent tous les jours se nourrissent du flot de la résignation. Prétextant le souci altruiste d'anticiper les réactions négatives de leurs lecteurs (contenus «culpabilisants» et «déprimants») et de les en épargner, ils privilégient au fond les contenus qui ne froissent pas trop leurs annonceurs.

A ce jour, nous pensons que trop peu réalisent encore à quel point les médias de masse ont formaté les esprits et comme le combat pour le changement passera inévitablement par des médias qui n'ont comme souci que celui de la vérité et, de ce fait, appartiennent à ceux qui le lisent...

Merci à tous ceux qui font vivre Kairos depuis maintenant trois ans!

## UN LECTEUR QUI VOUS VEUT DU BIEN

Envoyez vos réactions à :  
info@kairospresse.be

Bonjour,

Je tenais simplement à vous remercier pour le travail que vous accomplissez, ces petits espaces de liberté médiatique sont autant de bulles d'oxygène pour nos esprits suffoqués d'uniformisme (les événements survenus en ce début d'année chez nos voisins en ont été un exemple particulièrement effrayant). Certains articles, certaines phrases, certains mots même sont jubilatoires. A force de ne boire que la même soupe ("ne réfléchissez pas, nous nous en chargeons pour vous, ayez confiance et consommez!"), blasés et incrédules, on finit par oublier la saveur de l'authenticité, de la démarche intellectuelle du doute, de la recherche d'une vérité forcément multiple, dénuées du poids de la suspicion permanente d'appartenance coupable à un clan adverse complotiste, sorti du rang, indésirable, caricatural à souhait.

Cet abonnement m'a été offert, je ne manquerai pas de le renouveler, de l'offrir à d'autres et de pratiquer un prosélytisme énergique partout où je le pourrai.

Encore merci et longue vie à vous!

**Julien**

## Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte. Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté. Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique. Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

**ABONNEZ VOUS  
À KAIROS\***

\*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 —  
BIC TRI0EBBB,

et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur :  
www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

**NE PAS JETER!  
PARTAGER!**